

Conditions générales d'achat

1 Champ d'application

- 1.1 Les commandes de Vaillant Group Belgium NV, dont le siège social est situé à Golden Hopestraat 15, 1620 Drogenbos, Belgique (ci-après dénommé collectivement " Vaillant Group ") sont passées exclusivement sur la base des présentes conditions générales d'achat. Si une société affiliée utilise d'autres conditions d'achat, celles-ci sont d'application. L'entreprise donneuse d'ordre de Vaillant Group est désignée ci-après par le terme "Acheteur". Toutes les commandes d'achat entre le fournisseur et l'Acheteur sont régies exclusivement par les présentes conditions générales d'achat. Les autres conditions imposées par le fournisseur dans tout autre document sont expressément exclues, quel que soit le moment où elles ont été portées à la connaissance de l'Acheteur.
- 1.2 Les présentes conditions générales d'achat s'appliquent également à toutes les transactions commerciales futures avec le fournisseur jusqu'à ce que de nouvelles conditions générales d'achat entrent en vigueur.
- 1.3 Si l'Acheteur conclut avec le fournisseur des accords de fourniture et/ou d'assurance qualité distincts ou tout autre accord sous forme écrite s'écartant des présentes conditions générales d'achat, les présentes conditions générales d'achat s'appliquent de manière subordonnée et complémentaire à ces accords.

2 Conclusion et modifications du contrat, quantités cibles

- 2.1 Les commandes, les contrats et les contrats sous demande (Scheduling Agreement Releases) ainsi que leurs modifications et amendements doivent être passés sous forme écrite. Les commandes et les commandes subséquentes peuvent également être transmises par télétransmission, par télécopie ou par voie électronique via la plateforme de commande électronique de Vaillant Group. Les commandes et les commandes subséquentes (Scheduling agreement Releases) sont valables sans signature, si cela est indiqué dans le document.
- 2.2 Les accords oraux postérieurs à la conclusion du contrat, en particulier les modifications ultérieures, ainsi que les modifications des présentes conditions générales d'achat - y compris la présente clause exigent la forme écrite - et les accords collatéraux de toute nature requièrent également la confirmation écrite de l'acquéreur pour entrer en vigueur. La clause 2.1, phrases 2 et 3, n'est pas affectée.
- 2.3 Si le fournisseur accepte une commande ou une commande subséquente (Scheduling Agreement Releases), il doit fournir à l'Acheteur une confirmation de commande ; la clause 2.1 s'applique en conséquence. Si le fournisseur n'accepte pas une commande dans un délai de deux semaines à compter de sa réception, l'Acheteur est en droit de la révoquer. Les commandes subséquentes (Scheduling Agreement Releases) sont considérées comme acceptées par le fournisseur si celui-ci ne s'y oppose pas dans un délai d'une semaine à compter de leur réception ; les accords divergents n'en sont pas affectés.
- 2.4 Les quantités cibles indiquées dans les documents de commande par l'Acheteur sont des prévisions non contraignantes des besoins attendus pour une période spécifique et ne constituent pas une obligation d'achat de ces quantités.

3 Modifications des produits

- 3.1 Les modifications de toute nature, par exemple les écarts de spécifications, de matériaux, de taille, de méthodes de production, de lieu de fabrication, le transfert d'obligations à des tiers, nécessitent la confirmation écrite préalable de l'Acheteur. Si le fournisseur apporte des modifications sans la confirmation écrite préalable de l'Acheteur, ce dernier est en droit de résilier le contrat ou la commande et d'exiger la réparation de tous les dommages qui en résultent.

4 Fixation des prix, conditions de paiement, transfert de risque, compensation

- 4.1 Le prix indiqué dans la commande est contraignant. Sauf convention écrite contraire, les prix sont considérés comme livrés droits acquittés (DDP - Delivery Duty Paid, ICC Incoterms® 2020) au lieu de réception de l'Acheteur, y compris l'emballage et les frais accessoires.
- 4.2 Sauf accord contraire explicite, la facture doit être payée dans les quatorze (14) jours en déduisant un escompte de 3% ou dans les soixante (60) jours sans déduction, à compter de la réception d'une facture correcte et vérifiable. En particulier, le numéro de commande complet doit figurer sur la facture. Si l'Acheteur conteste tout ou partie d'une facture avant la date d'échéance du paiement, il doit envoyer au

fournisseur une notification écrite précisant les raisons de son refus de payer. L'Acheteur n'est pas tenu de payer le montant contesté tant que le différend n'a pas été résolu entre les Parties ; dans ce cas, le Fournisseur doit corriger la facture et la soumettre à l'Acheteur pour paiement conformément au présent article.

- 4.3 Le fournisseur est responsable de la sécurité des marchandises jusqu'à ce qu'elles soient acceptées par l'Acheteur ou son représentant local à qui elles doivent être livrées conformément au contrat.
- 4.4 L'Acheteur a le droit de compenser toutes les créances de l'Acheteur ou de toute autre société du groupe Vaillant avec toutes les créances du Fournisseur à l'égard de l'Acheteur. Sur demande, l'Acheteur doit indiquer le nom de chaque société visée par la présente clause.
- 4.5 Les droits de propriété sont automatiquement transférés à l'Acheteur après la livraison. Si l'Acheteur a payé une partie ou la totalité du prix avant la livraison, les droits de propriété sont transférés immédiatement après le paiement.
- 4.6 Un bien livré ne peut jamais faire l'objet d'une quelconque réserve de propriété (simple, prolongée, étendue) de la part du fournisseur. Un bien livré ne peut jamais servir de garantie pour des créances en cours du fournisseur à l'égard de tiers.

5 Livraison, retard de livraison, emballage

- 5.1 Les délais et dates de livraison indiqués dans la commande sont contraignants. Le fournisseur est tenu de notifier rapidement l'Acheteur par écrit si des circonstances indiquant que le délai de livraison convenu ne peut être respecté se produisent ou se révèlent. Le respect de la date ou du délai de livraison est déterminé par le moment de la réception des marchandises à l'usine de l'Acheteur ou au lieu de livraison indiqué par l'Acheteur.
- 5.2 En cas de retard de livraison, l'Acheteur bénéficie de tous les droits légaux. En cas de retard de livraison, l'Acheteur est en droit de réclamer une pénalité contractuelle d'un montant de 0,5 % de la valeur de la livraison/exécution en retard pour chaque semaine complète, sans toutefois dépasser 10 % de la valeur totale de la commande. La pénalité contractuelle est imputée sur le montant total de la demande de dommages-intérêts pour retard de livraison.
- 5.3 L'acceptation inconditionnelle d'une livraison ou d'un service retardé ne constitue pas une renonciation aux droits auxquels l'Acheteur peut prétendre en raison de la livraison ou du service retardé.
- 5.4 Le fournisseur est tenu d'indiquer exactement le numéro de commande de l'Acheteur sur tous les documents d'expédition et les bons de livraison. S'il ne le fait pas, l'Acheteur ne sera pas tenu responsable des retards de traitement.
- 5.5 Les livraisons partielles sont en principe exclues, à moins que l'Acheteur ne les accepte expressément.
- 5.6 Lors de la livraison des marchandises, le fournisseur doit respecter les exigences (concernant l'emballage et l'étiquetage des marchandises, les documents d'expédition, etc.) décrites dans le Supplier Logistics Handbook de Vaillant Group. Le Supplier Logistics Handbook sera fourni au fournisseur sur demande et peut être téléchargé sur le site www.vaillant-group.com (sous Purchasing/ Purchasing Terms).
- 5.7 Si le fournisseur est responsable de la mise en place ou de l'installation, et sauf accord contraire, le fournisseur prend en charge tous les frais accessoires nécessaires, tels que les frais de déplacement, la mise à disposition d'outils et les indemnités journalières.

6 Inspection à la réception, réclamations basées sur des défauts

- 6.1 L'Acheteur doit uniquement contrôler les marchandises livrées sans délai à compter de leur réception, afin de vérifier si elles correspondent à la quantité et au type commandés et si elles présentent des dommages visibles de l'extérieur. Le contrôle de la conformité à la quantité et au type commandés doit être effectué au moins sur la base des documents d'expédition. Les autres défauts qui ne sont pas perceptibles dans le cadre de l'exécution du contrôle sont considérés comme des vices cachés. La notification d'un défaut est réputée faite dans les délais lorsqu'elle est adressée au fournisseur dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la marchandise ou, dans le cas de vices cachés, à compter de leur découverte. L'Acheteur n'a pas d'autres obligations en ce qui concerne l'inspection des marchandises et la notification des défauts.
- 6.2 Les dispositions légales relatives aux vices de qualité et aux vices de propriété s'appliquent, sauf dispositions contraires prévues ci-dessous.

Conditions générales d'achat

- 6.3 Sauf convention contraire, le délai de prescription pour les défauts est de trois (3) ans et commence à courir à la livraison des marchandises (transfert des risques). Les délais de prescription légaux plus longs restent inchangés.
- 6.4 En principe, l'Acheteur a le droit de choisir le type de mesure d'exécution. Le fournisseur peut refuser le type de prestation supplémentaire choisi par l'Acheteur si cela n'est possible qu'à un coût disproportionné.
- 6.5 Le fournisseur est tenu de verser à l'Acheteur un remboursement forfaitaire des frais de 50,00 euros pour chaque plainte justifiée. Le droit de l'Acheteur de réclamer d'autres frais reste inchangé. Le fournisseur a le droit de prouver que les frais n'ont pas été engagés ou qu'ils sont nettement inférieurs au montant forfaitaire.
- 6.6 Si le fournisseur ne commence pas immédiatement à corriger le défaut après la demande de l'Acheteur de corriger le défaut, en cas d'urgence, notamment pour écarter des risques imminents ou pour prévenir des dommages importants, l'Acheteur a le droit de procéder lui-même à cette correction ou de la faire effectuer par un tiers aux frais du fournisseur.
- 6.7 Le fournisseur garantit qu'aucun droit de tiers n'est enfreint dans le pays de destination ainsi que dans l'Union européenne dans le cadre de sa livraison. Si l'Acheteur informe le fournisseur avant la commande que l'objet de la livraison est destiné à un ou plusieurs autres pays de destination, la garantie de propriété s'étend également à ces pays. En cas de violation des droits de tiers, le fournisseur s'engage à indemniser l'Acheteur et d'autres sociétés de Vaillant Group de ces prétentions de tiers à la première demande écrite. L'obligation d'indemnisation s'applique à tous les dommages et dépenses nécessaires que l'Acheteur et, le cas échéant, d'autres sociétés de Vaillant Group subissent en raison de ces réclamations de tiers ou en rapport avec celles-ci. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si le fournisseur n'est pas responsable du vice de propriété.
- 6.8 Si le fournisseur s'acquitte de son obligation de fournir une prestation complémentaire en livrant un produit de remplacement, le délai de prescription de la marchandise livrée en remplacement recommence à courir après la livraison de celle-ci, à moins que, lors de l'exécution de la prestation complémentaire, le fournisseur n'ait explicitement et dûment émis la réserve que la livraison de remplacement a été effectuée uniquement à titre de bonne volonté, pour éviter des litiges ou dans l'intérêt de la poursuite de la relation de livraison.
- 6.9 Si l'Acheteur et/ou d'autres sociétés de Vaillant Group encourent des frais en raison de fournitures ou de services défectueux, en particulier des frais de transport, de main-d'œuvre, de matériel, d'installation et d'enlèvement ou d'inspection des marchandises entrantes dépassant l'étendue stipulée à l'article 6.1, ces frais seront supportés par le Fournisseur.
- 6.10 Si la livraison défectueuse entraîne des frais de reprise et/ou de triage chez l'Acheteur et/ou dans une autre entreprise de Vaillant Group, le Fournisseur est tenu de payer un remboursement forfaitaire des frais de 50,00 EUR par employé et par heure-personne complète. Il n'est pas dérogé au droit de réclamer d'autres frais. Le fournisseur a le droit de prouver que les frais n'ont pas été engagés ou qu'ils sont nettement inférieurs au montant forfaitaire.
- 6.11 Si la livraison défectueuse entraîne un arrêt de production de plus d'une heure chez l'Acheteur et/ou dans une autre entreprise de Vaillant Group, le fournisseur est tenu de payer un dédommagement forfaitaire de 100,00 euros par employé et par heure-personne complète pour la zone de production affectée par l'arrêt de production. Cette disposition ne s'applique pas si le fournisseur n'est pas responsable de la livraison défectueuse. Le droit de réclamer des dommages-intérêts supplémentaires reste inchangé. Le fournisseur a le droit de prouver que les dépenses n'ont pas eu lieu ou qu'elles sont nettement inférieures au montant forfaitaire.
- 6.12 Si la livraison défectueuse nécessite la mise en place d'un service après-vente sur le produit de Vaillant Group chez le client final, le fournisseur est tenu de rembourser à l'Acheteur et/ou à d'autres sociétés de Vaillant Group les frais de service après-vente encourus. Dans la mesure où la loi le prévoit, cette disposition ne s'applique pas si le fournisseur n'est pas responsable de la livraison défectueuse. Sauf accord écrit contraire, les frais de main-d'œuvre et de déplacement résultant d'un service à la clientèle sont calculés forfaitairement par service à la clientèle comme suit : 200,00 EUR pour les services clients dans les pays suivants : Danemark, Allemagne, Pays-Bas, Suisse, 120,00 EUR pour les services clients dans les pays suivants : Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, et 50,00 EUR dans tous les autres pays. Le droit de réclamer d'autres frais de service à la clientèle reste inchangé. Le fournisseur a le droit de prouver que les frais de service à la clientèle n'ont pas été engagés ou qu'ils sont nettement inférieurs au montant forfaitaire.
- 6.13 Les livraisons doivent être effectuées conformément à la directive 2011/65/UE ("RoHS") relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, ainsi qu'à l'art. 59 (1) et Art. 33 du règlement (CE) n° 1907/2006 ("REACH").
- ## 7 Responsabilité du fait des produits, indemnisation, couverture d'assurance
- 7.1 Si une action en responsabilité du fait des produits est intentée contre l'Acheteur et/ou d'autres sociétés de Vaillant Group, le fournisseur s'engage à indemniser l'Acheteur et/ou d'autres sociétés de Vaillant Group de ces actions à première demande si le dommage a été causé par un défaut de la fourniture ou du service et dans la mesure où la cause de la faute relève de la sphère de contrôle et/ou de l'organisation du fournisseur et que le fournisseur est lui-même responsable à l'égard de tierces parties. Lorsque la cause du dommage relève de la responsabilité du fournisseur, la charge de la preuve incombe à ce dernier.
- 7.2 Dans le cadre de sa responsabilité pour les cas de dommages au sens de la clause 7.1, le fournisseur est également tenu de rembourser tous les frais découlant de ou liés à toute campagne de rappel par l'Acheteur et/ou d'autres sociétés de Vaillant Group. Dans la mesure du possible et du raisonnable, l'Acheteur informera le fournisseur de l'objet et de l'étendue des mesures de rappel à prendre et lui donnera l'occasion de s'exprimer. Les autres droits légaux ne sont pas affectés.
- 7.3 Le fournisseur doit maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile (assurance responsabilité civile d'entreprise et/ou de produit) avec un montant forfaitaire assuré d'au moins 10 millions d'euros par sinistre pour les dommages corporels, matériels et financiers - en tant que montant forfaitaire - et doit, à la demande de l'Acheteur, prouver l'existence d'une telle couverture d'assurance. Les autres demandes de dommages-intérêts de l'Acheteur ne sont pas affectées.
- 7.4 Les autres droits statutaires ne sont pas affectés.
- ## 8 Documentation, confidentialité, droits d'utilisation
- 8.1 Le fournisseur est tenu de garder confidentielles toutes les informations commerciales ou techniques rendues accessibles par Vaillant Group (y compris les caractéristiques qui pourraient être apprises à partir d'objets, de documents ou de logiciels soumis et toute autre information ou expérience) envers des tiers, tant que et dans la mesure où elles ne sont pas connues du public, et ne peuvent être mises à disposition dans les locaux du fournisseur qu'aux personnes qui ont besoin d'utiliser les informations dans le but de fournir à Vaillant Group et qui doivent également être tenues à la confidentialité ; les informations restent la propriété exclusive de Vaillant Group. Sans l'accord écrit préalable de Vaillant Group, ces informations - à l'exception des livraisons à Vaillant Group - ne peuvent être dupliquées ou exploitées commercialement. Les prototypes, objets ou logiciels que le fournisseur reçoit de Vaillant Group ne peuvent pas faire l'objet d'une ingénierie inverse, être démontés ou décompilés. A la demande de Vaillant Group, toutes les informations provenant de Vaillant Group (y compris les copies ou enregistrements effectués, le cas échéant) et les objets prêtés doivent être immédiatement restitués à Vaillant Group dans leur intégralité ou leur destruction doit être prouvée.
- 8.2 Vaillant Group se réserve tous les droits sur ces informations et objets (y compris les droits d'auteur et le droit de déposer des droits de propriété industrielle tels que des brevets, des modèles d'utilité, des marques, etc.) Toute utilisation par le fournisseur est autorisée exclusivement conformément aux conditions de l'article 8.1. Si ces éléments sont mis à la disposition de Vaillant Group par des tiers, cette réserve de droits s'applique également à ces tiers.
- 8.3 Les produits construits sur la base de documents tels que des dessins, des spécifications de produits, des modèles et autres rédigés par Vaillant Group ou par des tiers pour Vaillant Group ou sur la base d'informations confidentielles de Vaillant Group ou d'outils de Vaillant Group ou d'outils modélisés sur les outils de Vaillant Group ne doivent pas être utilisés par le fournisseur lui-même, ni être proposés ou fournis à des tiers.
- 8.4 Le fournisseur ne fera pas référence à la relation d'affaires avec l'Acheteur dans des publicités ou d'autres documents sans l'accord écrit préalable de l'Acheteur.
- 8.5 Le fournisseur accorde à Vaillant Group un droit non exclusif, gratuit, indéfini, transférable, sous-licenciable et irrévocable d'utiliser la documentation technique (dessins, spécifications, fiches techniques, etc.) des produits livrés ainsi que les droits de propriété intellectuelle et les droits d'auteur correspondants aux fins de la fabrication (y compris

Conditions générales d'achat

l'assurance qualité, la gestion des données, etc), l'utilisation et la distribution des produits de Vaillant Group. Si la documentation a été produite pour le compte de Vaillant Group et a été payée - selon le cas, par les coûts des produits fournis ou sur la base d'un contrat de développement - et/ou est basée sur des informations fournies par Vaillant Group, le fournisseur accordera à Vaillant Group, sans frais supplémentaires, des droits exclusifs et illimités d'utilisation et d'exploitation. Cette disposition n'affecte pas les autres accords écrits.

9 Outils

9.1 L'Acheteur acquiert la propriété des outils ou autres équipements de fabrication (ci-après dénommés "outils"), qui sont fabriqués pour l'Acheteur, automatiquement et directement avec leur fabrication. L'Acheteur est considéré comme fabricant au sens des dispositions légales applicables (en particulier 3.11 et 3.56 du Code civil belge). Cette disposition s'applique indépendamment du fait que l'Acheteur soit désigné comme fabricant. A titre subsidiaire, si le Fournisseur devait néanmoins acquérir initialement la (co)propriété des outils, le Fournisseur transfère par la présente la (co)propriété des outils en question à l'Acheteur. Le fournisseur n'utilisera les outils qu'aux fins prévues dans le contrat et les entreposera pour le compte de l'Acheteur (possession constructive). Si un tiers est en possession de l'outil ou des outils, le fournisseur cède par la présente à l'Acheteur son droit de restitution à l'égard du tiers ; l'Acheteur accepte cette cession par la présente. Le Fournisseur marquera les Outils de manière claire, lisible et durable comme étant la propriété de l'Acheteur en utilisant des étiquettes d'inventaire fournies par l'Acheteur. Ces étiquettes contiendront le numéro de l'outil, le numéro du composant et le numéro d'inventaire qui seront fournis par l'Acheteur. Le marquage correspondant ne doit en aucun cas être enlevé ou modifié.

9.2 Avec la propriété des outils (y compris les outils et équipements spéciaux, par exemple les électrodes d'érosion, les sonotrodes, les équipements de test, les calibres, etc.), l'Acheteur acquiert automatiquement la propriété de toute documentation associée, en particulier, mais sans s'y limiter, les données de conception, les schémas de circuit, les dessins, les plans de serrage des outils, les informations sur les tables de presse, etc. Cette documentation est considérée comme une partie essentielle des outils et, en tant que telle, ne peut faire l'objet de droits spécifiques (art. 3.57 du Code civil belge). Dans la mesure où la documentation est protégée par des droits d'auteur, le Fournisseur accorde à l'Acheteur des droits d'utilisation irrévocables, gratuits, exclusifs et illimités dans le temps et dans l'espace. Dans la mesure où l'Acheteur met les outils à la disposition du Fournisseur à titre de prêt en vue de la production de pièces à livrer à l'Acheteur, le Fournisseur se verra accorder un droit non exclusif et non transférable d'utiliser la documentation à cette fin.

9.3 L'Acheteur est en droit d'exiger à tout moment la remise des outils. Dans ce cas, les outils doivent être remis à l'Acheteur à la première demande de ce dernier, sans délai, dans un état correct et utilisable. Le fournisseur doit mettre les outils à la disposition de l'Acheteur au plus tard trois (3) jours ouvrables après réception de la demande correspondante. Si le fournisseur suspend ses paiements ou demande l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ou d'une procédure légale similaire, ou si une telle procédure est ouverte ou si son ouverture est rejetée pour cause d'insuffisance d'actifs, l'Acheteur a le droit de prendre immédiatement possession des outils. Le fournisseur n'a aucun droit de rétention sur les outils.

9.4 Par ailleurs, les clauses 9.1 à 9.3 ci-dessus s'appliquent par analogie.

10 Pièces détachées

10.1 Le Fournisseur fournira à l'Acheteur, ou à toute autre société du Groupe Vaillant désignée par l'Acheteur, en quantité suffisante, des biens à utiliser comme pièces de rechange, ainsi que des pièces de rechange pour les biens livrés par le Fournisseur. Cette obligation s'applique, indépendamment de l'existence continue d'un contrat de fourniture et des raisons de l'interruption d'un contrat de fourniture, pendant une période de quinze (15) ans après la fin de la fourniture en série ou pendant une période plus courte spécifiée par écrit par l'Acheteur (ci-après collectivement "période de fourniture prolongée"), sauf s'il peut être prouvé qu'il serait objectivement déraisonnable d'attendre du fournisseur qu'il continue à fournir ; les articles 10.2 à 10.5 ne sont pas affectés par ce qui précède.

10.2 En temps utile, mais au moins six (6) mois avant l'expiration de la Période de fourniture prolongée, le Fournisseur donnera à l'Acheteur la possibilité de passer une commande finale pour sa demande de tous les temps. Il en va de même s'il apparaît au fournisseur, au cours de la période de fourniture étendue, qu'il ne lui sera plus possible de poursuivre la fourniture pendant cette période et qu'il n'est pas en

mesure d'offrir à l'Acheteur d'autres possibilités de fourniture raisonnables (par exemple, la fourniture de pièces techniquement équivalentes et de qualité équivalente). Le fournisseur notifiera rapidement par écrit toute interruption de sa capacité de fourniture au cours de la période de fourniture étendue.

10.3 Sauf convention contraire, le fournisseur est responsable de l'entretien, de l'approvisionnement en pièces de rechange et du stockage des outils nécessaires à la fabrication des pièces de rechange ; les coûts y afférents sont réputés entièrement compensés par les prix convenus pour les livraisons de pièces de rechange.

10.4 Après la fin de la période de fourniture étendue, le fournisseur remettra, à la demande de l'Acheteur, les informations techniques et les documents nécessaires à la fabrication des pièces de rechange et accordera à Vaillant Group les droits d'utilisation non exclusifs nécessaires à cet effet en ce qui concerne tous les droits de propriété industrielle existants (y compris les droits d'auteur et le savoir-faire) du fournisseur. Ces droits d'utilisation incluent la production par des tiers pour Vaillant Group. Ce qui précède s'applique également en cas d'interruption de la capacité de fourniture du fournisseur pendant la fourniture en série ou pendant la période de fourniture étendue. Les prestations susmentionnées sont considérées comme réglées par les prix convenus pour les livraisons de pièces détachées.

10.5 Les prix des pièces de rechange fournies pour les biens livrés par le fournisseur sont convenus dans le contrat de fourniture. Sauf convention contraire, les prix des biens livrés en tant que pièces détachées pendant la durée d'un contrat de fourniture sont déterminés sur la base du prix convenu dans le contrat de fourniture pour les biens livrés en tant que pièces de série. Les prix convenus au moment de la cessation de l'accord de fourniture restent d'application pendant une période de trois (3) ans, sauf accord contraire. À l'expiration de cette période, de nouveaux accords de prix seront conclus chaque année au plus tard à la fin du mois d'août. Sauf accord contraire, ces nouveaux accords de prix sont valables pour une période de douze (12) mois à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

11 Déclaration sur l'origine des marchandises livrées, contrôle des exportations

11.1 À la demande de l'Acheteur, le fournisseur lui fournit gratuitement une déclaration du fournisseur ou tout autre document requis par l'administration douanière ou toute autre autorité.

11.2 Le fournisseur doit se conformer à toutes les exigences des lois nationales et internationales applicables en matière de commerce extérieur. Le fournisseur doit s'assurer que les biens fournis ne figurent pas à l'annexe I du règlement (UE) n° 2021/821 (règlement sur les biens à double usage) et qu'ils sont conformes aux autres lois et règlements applicables en matière d'exportation.

11.3 Le fournisseur est tenu de fournir à l'Acheteur les documents nécessaires à l'importation des Produits (par exemple, les certificats d'origine des produits à importer et de leurs produits préliminaires). Le fournisseur est en outre tenu de ne livrer à l'Acheteur que des Produits qui ne sont pas d'origine russe et qui ne contiennent pas de produits sidérurgiques russes.

Si le fournisseur manque à l'une des obligations énoncées dans la présente clause 11, (i) l'Acheteur sera libéré de toute obligation existante de réceptionner les Produits, et (ii) l'Acheteur aura le droit de résilier le contrat conclu. En outre, le fournisseur remboursera toutes les dépenses et tous les dommages encourus par l'acheteur à la suite d'un manquement aux obligations énoncées dans la présente clause 11, à moins que le fournisseur ne soit pas responsable du manquement aux obligations

Conditions générales d'achat

12 Assurance qualité, responsabilité sociale, protection de l'environnement

12.1 Pour garantir la qualité de ses livraisons, le fournisseur établira et maintiendra un système de gestion de la qualité qui sera au moins équivalent aux exigences de la norme DIN ISO 9001. Le fournisseur fabriquera et testera ses produits conformément aux règles de ce système de gestion de la qualité. En outre, le fournisseur doit se conformer aux exigences décrites dans le guide de qualité des fournisseurs de Vaillant Group. Le guide de qualité des fournisseurs sera fourni au fournisseur sur demande et peut être téléchargé à l'adresse www.vaillant-group.com (sous Achats/Conditions d'achat). Vaillant Group est autorisé, après accord préalable sur la date, à vérifier la conformité du système de gestion de la qualité et de la directive qualité du fournisseur dans le cadre d'un audit de qualité chez le fournisseur.

12.2 Le fournisseur est tenu de respecter les dispositions légales relatives au traitement des employés, à la protection de l'environnement, à la santé et à la sécurité et de s'efforcer en permanence de minimiser les effets négatifs de ses activités sur les personnes et l'environnement. A cette fin, le fournisseur doit mettre en place et développer un système de gestion conforme aux normes ISO 14001 et ISO 45001 dans le cadre de ses possibilités opérationnelles. En outre, le fournisseur doit se conformer aux exigences en matière de droits de l'homme et d'environnement stipulées dans la déclaration de politique des droits de l'homme et le code de conduite des fournisseurs du groupe Vaillant, les traiter de manière appropriée tout au long de sa chaîne d'approvisionnement et contrôler le respect de ces exigences tout au long de sa chaîne d'approvisionnement à l'aide de mécanismes de contrôle adéquats. La déclaration de politique des droits de l'homme et le code de conduite des fournisseurs de Vaillant Group seront mis à la disposition du fournisseur sur demande et peuvent être téléchargés sur Internet à l'adresse suivante : www.vaillant-group.com (section : Our Company - Purchasing et News & Stories - Media & Downloads). Le fournisseur doit se conformer de manière appropriée aux exigences de la *Loi allemande « Corporate Due Diligence Obligations in Supply Chains »*, le cas échéant, et aux principes de l' *UN Global Compact Initiative*. Ceux-ci concernent notamment la protection des droits de l'homme internationaux, le droit à la négociation collective, l'abolition du travail forcé et du travail des enfants, l'élimination de la discrimination, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, des salaires appropriés, la responsabilité en matière d'environnement, l'interdiction de la production et de l'utilisation du mercure et des polluants organiques persistants, le traitement approprié des déchets et la prévention de la corruption. Le groupe Vaillant est autorisé à demander au fournisseur lui-même ou à un tiers autorisé de se conformer aux exigences susmentionnées par le biais d'une déclaration volontaire et, après accord préalable sur une date, à inspecter le fournisseur dans le cadre d'un audit.

13 Dispositions complémentaires pour les marchés de travaux et les contrats de service

13.1 La coopération

Sauf convention contraire, le fournisseur recevra de l'Acheteur, dans le format de données convenu, toutes les informations, tous les documents et toutes les données dont dispose l'Acheteur (ci-après dénommés collectivement "informations") et que l'Acheteur considère comme nécessaires à la prestation des services, à moins que le fournisseur n'y ait pas accès par d'autres moyens. Si et dans la mesure où le fournisseur estime que les informations ne sont pas suffisantes ou pas claires, il en informera immédiatement l'Acheteur sous forme de texte.

13.2 Déploiement des employés

13.2.1 Le fournisseur doit fournir les services contractuels exclusivement par l'intermédiaire d'employés suffisamment qualifiés pour les services en question. Dans le cas d'employés étrangers, le fournisseur doit, à la demande de l'Acheteur, prouver l'existence d'un permis de travail, si nécessaire.

13.2.2 Dans la mesure où l'affectation de salariés spécifiques est convenue pour la prestation des services contractuels, tout échange de salariés par le Fournisseur requiert l'accord préalable de l'Acheteur, que ce dernier ne peut refuser sans motif valable. En tout état de cause, le salarié nouvellement affecté doit avoir au moins le même niveau de qualification que le salarié échangé ; la clause 13.2.1 n'est pas affectée. Toute dépense supplémentaire encourue par le Fournisseur en raison de la formation initiale du nouveau salarié ne sera pas supportée par l'Acheteur.

13.2.3 L'Acheteur est en droit d'exiger l'échange des travailleurs détachés si l'Acheteur a des doutes fondés quant à l'aptitude des travailleurs

détachés à fournir les services dus et/ou quant à leur capacité à fournir les services dus et/ou quant à la fiabilité personnelle des travailleurs détachés.

13.3 Rémunération

13.3.1 Si un prix fixe a été convenu, tous les services, dépenses et coûts du fournisseur sont réputés couverts par ce prix fixe, sauf convention contraire expresse.

13.3.2 Si une rémunération basée sur le temps et le matériel a été convenue, la rémunération est basée sur des taux horaires. Le temps passé qui est facturé sur la base de taux horaires doit être enregistré et facturé à raison d'au moins une demi-heure et en fournissant un rapport d'activité compréhensible. Tous les autres coûts et dépenses du fournisseur sont réputés couverts intégralement par la rémunération convenue.

13.3.3 Dans la mesure où la facturation se fait sur la base d'un tarif journalier, il est convenu qu'un jour ouvrable comprend au moins huit (8) heures. Si le temps de travail est inférieur à huit heures, les heures accumulées sont facturées à 1/8 du tarif journalier. La clause 13.3.2, 3rd phrase s'applique en conséquence.

13.3.4 Les temps de déplacement ne sont rémunérés comme temps de travail que s'ils ont été utilisés pour la prestation des services.

13.3.5 Le fournisseur n'a droit à aucune rémunération supplémentaire pour les travaux effectués en dehors des heures de travail (le soir ou la nuit) ou le samedi, le dimanche ou les jours fériés, à moins que l'exécution de travaux en dehors des heures de travail ou le samedi, le dimanche ou les jours fériés, ainsi que la rémunération supplémentaire qui en découle, n'aient été expressément convenus au préalable avec l'Acheteur dans le cas d'espèce.

13.3.6 Sauf convention contraire, les frais de voyage et d'hébergement ne sont remboursés au Fournisseur que si les employés du Fournisseur effectuent des déplacements dans le cadre de l'exécution des services convenus et si l'Acheteur a donné son accord préalable sous forme de texte pour la prise en charge des frais de voyage y afférents. Le Fournisseur s'engage à faire usage des conditions spéciales accordées à Vaillant Group (transport aérien, transport ferroviaire, voiture de location, taxi, hôtel), dans la mesure du possible et de l'existant. Sauf accord contraire, les frais de voyage et d'hébergement ne sont remboursés que sur présentation des justificatifs correspondants, comme suit :

Rail : 2nd Classe

Air : classe économique,

Voiture de location : uniquement les véhicules jusqu'à la classe moyenne (y compris la navigation et les pneus d'hiver, si nécessaire)

Voyage en voiture privée : indemnité kilométrique conformément aux directives de l'administration fiscale

Hébergement dans des hôtels jusqu'à la catégorie moyenne (c'est-à-dire jusqu'à trois étoiles)

Le moyen de transport le plus approprié et le plus rentable sera choisi, compte tenu de l'urgence de la situation.

13.3.7 Les autres coûts et dépenses du fournisseur ne sont remboursés que si et dans la mesure où ils ont été convenus à l'avance et qu'ils répondent aux exigences convenues en matière de rentabilité. Les frais et dépenses sont facturés sans supplément. Pour la facturation, des copies de tous les justificatifs des coûts à facturer doivent être jointes à la facture correspondante. L'Acheteur peut à tout moment exiger la présentation des justificatifs originaux.

13.3.8 Le fournisseur facturera tous les services correctement et conformément à la réglementation fiscale applicable, plus toute taxe sur la valeur ajoutée applicable au taux légal.

13.3.9 Le fournisseur déclare qu'il n'a pas de dettes fiscales et/ou sociales et/ou salariales, de sorte que l'Acheteur ne peut être solidairement responsable d'éventuelles dettes fiscales et/ou sociales et/ou salariales, et qu'aucune amende administrative ne peut lui être imposée.

13.4 Demande de modification

13.4.1 L'Acheteur peut modifier les exigences relatives aux services convenus et les autres conditions contractuelles conformément à la procédure de demande de modification suivante.

13.4.2 L'Acheteur notifie au fournisseur, par écrit ou sous forme de texte, sa demande de modification et/ou de complément du contrat ("demande de modification").

13.4.3 Si la demande de modification affecte le calendrier convenu, la rémunération et/ou d'autres conditions contractuelles, le fournisseur en informe l'Acheteur sous forme de texte au plus tard sept jours ouvrables après réception de la demande de modification et soumet une offre

- pour la mise en œuvre de la demande de modification. Si la demande de modification entraîne des changements dans le calendrier convenu ou dans la rémunération, ces changements seront calculés sur la base de calcul initiale. Le fournisseur n'est pas tenu de soumettre une offre s'il est déraisonnable d'attendre de lui qu'il mette en œuvre la demande de modification ; il en informe l'Acheteur, en précisant les raisons, dans le délai susmentionné. Dans ce cas, l'Acheteur est autorisé à charger un tiers d'exécuter les services modifiés ou à les exécuter lui-même.
- 13.4.4. Si l'Acheteur accepte l'offre sous forme écrite ou textuelle, la demande de modification fait partie intégrante du contrat et le contrat est modifié et/ou complété par la demande de modification convenue, par exemple en ce qui concerne les services à exécuter, le calendrier et la rémunération. Il en va de même si une notification conformément à la clause 13.4.3 phrase 1 n'est pas soumise.
- 13.5 Sous-traitance de tiers
- 13.5.1. Sauf convention contraire, le fournisseur n'est autorisé à céder ses droits et obligations ou à désigner des sous-traitants pour fournir des services à l'Acheteur qu'avec le consentement préalable de ce dernier. La déclaration de consentement doit être faite par écrit ou sous forme de texte.
- 13.5.2. Dans la mesure où le fournisseur fait appel à des tiers pour la fourniture de services, il est responsable des services du tiers dans la même mesure que de ses propres services. Le fournisseur est responsable de toute faute du tiers dans la même mesure que de ses propres fautes. Le fournisseur interdira à ses propres sous-traitants de sous-traiter des obligations, sauf approbation de l'Acheteur.
- 13.5.3. En cas de sous-traitance (autorisée), le fournisseur s'assure qu'il achète les services du tiers en son nom propre et pour son propre compte, et qu'un contrat n'est conclu qu'entre le fournisseur et le tiers. Le fournisseur n'est pas autorisé à représenter l'Acheteur ni à conclure des contrats en son nom.
- 13.5.4. Dans la mesure où une commande individuelle prévoit que le fournisseur doit désigner un tiers pour fournir des services (ci-après dénommés "services de tiers") et que les coûts y afférents doivent être remboursés par l'Acheteur, le fournisseur doit veiller à ce que les services de tiers soient obtenus de la manière la plus rentable possible, c'est-à-dire dans le but d'obtenir le meilleur rapport coût/bénéfice possible, conformément aux dispositions suivantes :
- Les services de tiers dont la valeur totale prévue de la commande ne dépasse pas 5 000 euros par service individuel sont commandés par le fournisseur de manière à ce qu'ils soient aussi rentables que possible, sans qu'il soit nécessaire de lancer un appel d'offres pour les services de tiers dans chaque cas particulier.
 - Les services de tiers dont la valeur totale prévue de la commande est supérieure à 5 000 EUR par service individuel doivent faire l'objet d'un appel d'offres par le fournisseur, c'est-à-dire que le fournisseur doit, dans ces cas, obtenir au moins trois offres comparables et les examiner du point de vue de leur rapport coût-efficacité. Lors de l'obtention des offres, les recommandations et les directives de l'Acheteur doivent être prises en compte. Au choix de l'Acheteur, les offres sont obtenues soit sous forme d'offres à prix fixe, soit avec un devis contraignant. Les offres obtenues sont soumises à l'Acheteur pour décision, accompagnées d'une proposition de décision. Le fournisseur n'attribue pas de contrat de sous-traitance tant que l'Acheteur n'a pas donné son approbation préalable, qui doit être formulée sous forme de texte.
- 13.5.5. Le fournisseur n'a pas le droit d'appliquer un supplément (frais de traitement ou autres) aux services de tiers. Le fournisseur déclare et garantit que, dans le cadre de l'attribution d'un contrat de sous-traitance, il ne fera pas promettre ou accorder, directement ou indirectement, à lui-même ou à d'autres, des services, des paiements ou d'autres avantages ayant une valeur monétaire (y compris notamment des remises monétaires ou des remises en nature, des services médiatiques, des bonus, des commissions occultes) par le tiers concerné ou par des sociétés ou des personnes liées au tiers concerné. En cas de manquement à cette obligation, l'Acheteur est en droit de résilier le contrat sans préavis et peut exiger du fournisseur qu'il lui remette tous les avantages pécuniaires qu'il a obtenus. Il n'est pas dérogé aux autres droits à dommages-intérêts de l'Acheteur.
- 13.6 Droits d'utilisation
- 13.6.1. Les résultats des services fournis (ci-après les "Résultats") deviennent la propriété de l'Acheteur dès leur création, c'est-à-dire dans leur état d'achèvement respectif. Le fournisseur conserve les Résultats pour le compte de l'Acheteur jusqu'à ce qu'ils lui soient remis. Le Fournisseur accorde à l'Acheteur le droit exclusif, mondial, transférable, sous-licenciable et illimité de modifier, de faire modifier, d'utiliser, de faire utiliser, de publier, de faire publier, de distribuer, de faire distribuer, d'utiliser, de faire utiliser, d'exploiter ou de faire exploiter les Résultats sous leur forme originale et tels qu'étendus ou modifiés par l'Acheteur. Les dispositions légales obligatoires ne sont pas affectées.
- 13.6.2. Si et dans la mesure où l'Acheteur et/ou un tiers, qui a une relation contractuelle avec l'Acheteur, a besoin de droits de propriété intellectuelle (y compris les droits d'auteur et le savoir-faire) créés ou générés par le Fournisseur avant ou au cours de l'exécution des services ("PI background"), afin d'utiliser les Résultats, le Fournisseur accordera à l'Acheteur un droit perpétuel, illimité, mondial, non exclusif, pouvant faire l'objet d'une sous-licence et transférable, d'utiliser cette PI background. Ce droit d'utilisation est également valable pour les sociétés affiliées de l'Acheteur ainsi que pour les contractants de l'Acheteur et de ses sociétés affiliées.
- 13.6.3. Si les Résultats contiennent des inventions ou des idées brevetables ou susceptibles d'être enregistrées, l'acquéreur a le droit, à sa discrétion et en son nom propre, de demander de tels droits de propriété dans tous les pays, de maintenir ces droits ou de les abandonner à tout moment. Si nécessaire, le fournisseur assistera l'Acheteur dans sa demande ; le fournisseur s'abstiendra de toute activité susceptible d'entraver la demande et l'exploitation efficace des droits par l'Acheteur. Les droits de propriété découlant de ces demandes appartiennent à l'Acheteur.
- 13.6.4. Le fournisseur renonce par la présente à son droit d'auteur des résultats, sauf s'il en a été convenu autrement au cas par cas.
- 13.6.5. Le fournisseur s'engage à veiller à ce que les inventions ou idées nées au cours de l'exécution des services soient transférées à l'Acheteur sans frais supplémentaires.
- 13.6.6. Le transfert et l'octroi de droits en vertu de la présente clause 13.6 seront considérés comme entièrement compensés par le paiement de la rémunération convenue pour les services respectifs.
- 13.6.7. Les résultats sont soumis à la confidentialité conformément à la clause 8.
- 13.6.8. La clause 9 n'est pas affectée par ce qui précède.
- 13.7 Remise et acceptation des services
- Dans la mesure où un contrôle de réception des services est prévu par la loi ou par contrat, le fournisseur met le service à la disposition de l'Acheteur pour le contrôle de réception à la date convenue ou en temps utile avant la date prévue pour le contrôle de réception. L'Acheteur déclare son acceptation par écrit ou sous forme de texte dans la mesure où le service fourni répond aux exigences convenues. Dans la mesure où un contrôle de réception de prestations partielles est convenu dans un cas particulier, l'approbation ou la réception de prestations partielles ne vaut acceptation de l'ensemble des prestations par l'Acheteur qu'après déclaration d'acceptation globale que l'ensemble des prestations partielles fonctionnent les unes avec les autres conformément au contrat.
- 13.8 Droits en cas de services de travail défectueux
- En cas de services de travaux défectueux, l'Acheteur bénéficie des droits prévus par la loi.
- 13.9 Conduite dans les locaux de l'Acheteur
- Le Fournisseur veillera à ce que le personnel qu'il déploie suive toutes les directives de l'Acheteur lorsqu'il travaille sur le terrain de l'Acheteur, en particulier toutes les directives de l'Acheteur relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité et à la prévention des incendies, et à ce qu'il se soumette aux procédures de contrôle habituelles et respecte à tous autres égards toutes les dispositions légales pertinentes, en particulier celles relatives à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail et à la protection de l'environnement. Si le Fournisseur déploie plusieurs employés sur le terrain de l'entreprise pour l'exécution des services, il communiquera à l'Acheteur le nom d'une personne de contact ayant le pouvoir nécessaire pour donner des directives et superviser ; tout changement de cette personne sera communiqué à l'Acheteur. En outre, le Manuel de sécurité pour les entrepreneurs de Vaillant Group est d'application.
- 13.10 Sécurité informatique, protection des données
- 13.10.1. Le fournisseur prendra les mesures appropriées pour le stockage des données et la protection de ses systèmes informatiques contre les logiciels ayant des fonctions dommageables (virus) et l'accès non autorisé par des tiers, afin de protéger raisonnablement les informations reçues de l'acquéreur et les résultats générés par celles-ci contre la perte, la modification, la transmission ou l'accès par des tiers non autorisés. S'il existe des indices qu'un tiers a tenté d'accéder ou a effectivement accédé aux systèmes informatiques de l'Acheteur

Conditions générales d'achat

sans autorisation, le fournisseur en informera rapidement l'Acheteur et, dans une mesure raisonnable, l'aidera à prendre les mesures nécessaires pour éliminer et empêcher cet accès.

13.10.2. Dans la mesure où le fournisseur fournit des services dans les locaux de l'Acheteur ou a accès aux systèmes informatiques de l'Acheteur, la brochure "IT and information safety in Vaillant Group for external service providers" (Sécurité informatique et de l'information dans le groupe Vaillant pour les prestataires de services externes) s'applique également.

13.10.3. Dans la mesure où le fournisseur a accès à des données à caractère personnel dans le cadre de la fourniture des services, il respecte les dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel et à la confidentialité des données et permet à l'Acheteur de se tenir informé du respect de ces dispositions. Le fournisseur s'engage par écrit à ce que ses employés et travailleurs indépendants respectent les dispositions relatives à la protection des données.

13.11 Droit de résiliation

13.11.1. L'Acheteur peut à tout moment résilier la commande, en tout ou en partie, sans donner de raisons. Dans le cas d'une telle résiliation, l'Acheteur doit payer les services prouvés fournis jusqu'à la date effective de la résiliation, à hauteur de la part correspondante de la redevance totale convenue, et rembourser tous les autres coûts prouvés encourus et résultant directement de la commande. En tout état de cause, la demande de paiement est limitée, en termes de montant, à la rémunération totale convenue. Le fournisseur ne peut prétendre à aucune autre demande d'exécution ou de dommages-intérêts du fait de cette résiliation.

13.11.2. Si l'Acheteur fait usage d'un droit de résiliation qui lui est conféré par le contrat ou par la loi en raison d'une violation du contrat par le fournisseur, les services exécutés jusqu'alors ne sont facturés, au tarif convenu dans le contrat, que dans la mesure où ils peuvent être utilisés par l'Acheteur conformément à l'usage prévu. Tout préjudice pour lequel l'Acheteur doit être indemnisé est pris en compte dans la facturation.

14 Dispositions complémentaires

Dans la mesure où les dispositions des présentes conditions générales d'achat ne règlent pas certaines questions, les dispositions légales pertinentes s'appliquent.

15 Dispositions finales

15.1 Le lieu d'exécution des livraisons et des services est le lieu de réception indiqué par l'Acheteur. Le lieu d'exécution des paiements est le siège social de l'Acheteur.

15.2 Si l'une des dispositions des présentes conditions générales d'achat ou d'accords complémentaires devait être ou devenir nulle, les autres dispositions resteraient pleinement en vigueur. Les parties conviendront d'une disposition qui remplacera la disposition invalide et qui reflétera aussi fidèlement que possible l'intention économique de la disposition invalide.

15.3 Le fait qu'une partie n'exerce pas ou ne fasse pas valoir l'un de ses droits en vertu des présentes conditions générales ne doit pas être considéré comme une renonciation à ce droit ou comme une entrave à son exercice ou à sa mise en œuvre. Toute renonciation par une partie à l'un de ses droits en vertu du présent accord doit être communiquée par écrit par chaque partie.

15.4 Aucune disposition des présentes conditions générales d'achat ne peut être interprétée comme faisant de l'une des parties un agent, un employé, un franchisé, une entreprise commune ou un représentant légal de l'autre partie.

15.5 Le droit belge s'applique à l'exclusion des dispositions relatives aux conflits de lois et de la Convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CISG).

15.6 Le lieu de juridiction pour tous les litiges découlant des relations contractuelles fondées sur les présentes conditions générales d'achat ou en rapport avec celles-ci est le siège social de l'Acheteur. L'Acheteur a en outre le droit d'intenter une action en justice contre le fournisseur auprès d'un tribunal proche du siège ou de la succursale du fournisseur ou auprès d'un tribunal proche du lieu d'exécution, à la discrétion de l'Acheteur.

15.7 Les versions anglaise et française des présentes conditions générales d'achat sont uniquement destinées à faciliter les choses. En cas de divergence, la version néerlandaise prévaut.

Algemene aankoopvoorwaarden

1 Toepassingsgebied

- 1.1 Bestellingen door Vaillant Group Belgium NV, gevestigd te Golden Hopestraat 15, 1620 Drogenbos, België (hierna gezamenlijk aangeduid als "Vaillant Group") worden uitsluitend geplaatst op basis van deze Algemene Aankoopvoorwaarden. Wanneer een filiaal andere Aankoopvoorwaarden hanteert, dan zijn die van toepassing. Het bestellende bedrijf van de Vaillant Groep wordt hierna de "Koper" genoemd. Op alle bestellingen tussen de leverancier en de Koper zijn uitsluitend deze algemene Aankoopvoorwaarden van toepassing. Andere voorwaarden uit enig ander document opgelegd door de Leverancier zijn uitdrukkelijk uitgesloten, ongeacht het tijdstip waarop ze aan de Koper bekend zijn gemaakt.
- 1.2 Deze Algemene Aankoopvoorwaarden zijn ook van toepassing op alle toekomstige zakelijke transacties met de Leverancier totdat nieuwe Algemene Aankoopvoorwaarden van kracht worden.
- 1.3 Indien de Koper met de Leverancier afzonderlijke leveringsovereenkomsten en/of kwaliteitsborgingsovereenkomsten of andere overeenkomsten in schriftelijke vorm sluit die afwijken van deze Algemene Aankoopvoorwaarden, zijn deze Algemene Aankoopvoorwaarden ondergeschikt aan en aanvullend op die overeenkomsten van toepassing.

2 Sluiting en wijzigingen van het contract, beoogde hoeveelheden

- 2.1 Bestellingen, contracten en afroepcontracten (Scheduling Agreement Releases) evenals hun wijzigingen en amendementen moeten schriftelijk worden overeen gekomen. Bestellingen en afroepen (Scheduling Agreement Releases) kunnen ook worden ingediend via datatransmissie op afstand, fax of elektronisch via het E-Ordering-Platform van de Vaillant Group. Bestellingen en afroepingen (Scheduling Agreement Releases) zijn geldig zonder handtekening, indien vermeld.
- 2.2 Mondelinge overeenkomsten na het sluiten van het contract, in het bijzonder latere wijzigingen, en wijzigingen van deze Algemene Aankoopvoorwaarden - inclusief dit artikel - evenals bijkomende overeenkomsten van welke aard dan ook, vereisen een schriftelijke bevestiging van de Koper om van kracht te worden. Artikel 2.1 zinnen 2 en 3 blijven onaangetast.
- 2.3 Indien de Leverancier een bestelbon of een afroeporder (Scheduling Agreement Releases) aanvaardt, verstrekt hij de Koper een orderbevestiging; clausele 2.1 is van overeenkomstige toepassing. Indien de Leverancier een bestelbon niet binnen twee weken na ontvangst aanvaardt, heeft de Koper het recht om die bestelbon te herroepen. Afroepovereenkomsten (Scheduling Agreement Releases) worden geacht door de Leverancier te zijn aanvaard indien de Leverancier daartegen niet binnen een week na ontvangst bezwaar maakt; afwijkende overeenkomsten blijven onverminderd van kracht.
- 2.4 Streefhoeveelheden die door de Koper in besteldocumenten worden vermeld, zijn niet-bindende prognoses van de verwachte behoeften voor een bepaalde periode en houden geen verplichting in om dergelijke hoeveelheden af te nemen.

3 Aanpassingen van producten

Wijzigingen van welke aard dan ook, bijv. afwijkingen van specificaties, materialen, omvang, productiemethoden, plaats van productie, overdracht van verplichtingen aan derden, vereisen de voorafgaande schriftelijke bevestiging van de Koper. Indien de Leverancier wijzigingen aanbrengt zonder voorafgaande schriftelijke bevestiging van de Koper, heeft de Koper het recht om het contract of de bestelling op te zeggen en vergoeding te eisen voor alle schade die daaruit voortvloeit.

4 Prijsstelling, betalingsvoorwaarden, risico-overdracht, verrekening

- 4.1 De in de bestelling vermelde prijs is bindend. Tenzij schriftelijk anders overeengekomen, worden de prijzen beschouwd als franco geleverd (DDP - Delivery Duty Paid, ICC Incoterms® 2020) op de ontvangstlocatie van de Koper, inclusief verpakking en bijkomende kosten.
- 4.2 Tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen, dient de factuur te worden betaald binnen veertien (14) dagen na ontvangst van een correcte en controleerbare factuur, onder aftrek van een korting van 3% contant, of binnen zestig (60) dagen zonder aftrek. In het bijzonder moet het volledige ordernummer op de factuur worden vermeld. Indien
 Februari 2024

Koper een factuur geheel of gedeeltelijk betwist binnen de betalingstermijn, stuurt Koper een schriftelijke kennisgeving aan Leverancier met vermelding van de redenen voor zijn weigering om te betalen. Koper is niet verplicht om enig betwist bedrag te betalen totdat een dergelijk geschil tussen de Partijen is opgelost; in dat geval dient Leverancier de factuur te corrigeren en bij de Klant in te dienen voor betaling in overeenstemming met dit artikel.

- 4.3 De Leverancier is verantwoordelijk voor de veiligheid van de goederen totdat de goederen worden geaccepteerd door de Koper of de plaatselijke vertegenwoordiger van de Koper aan wie de goederen moeten worden geleverd in overeenstemming met het contract.
- 4.4 De Koper heeft het recht om alle vorderingen van de Koper of van een ander bedrijf van de Vaillant Groep te verrekenen met alle vorderingen van de Leverancier op de Koper. Op verzoek zal de Koper elke onderneming noemen die onder dit artikel valt.
- 4.5 De eigendomsrechten worden automatisch overgedragen aan de Koper na levering. Als de Koper een deel van de prijs of de volledige prijs vóór levering heeft betaald, worden de eigendomsrechten onmiddellijk na betaling overgedragen.
- 4.6 Op een geleverde zaak kan nooit enig (eenvoudig, verlengd, uitgebreid) eigendomsvoorbehoud van de Leverancier rusten. Een geleverd goed kan nooit strekken tot zekerheid van enige openstaande vordering van de Leverancier op derden.

5 Levering, vertraging in de levering, verpakking

- 5.1 In de bestelbon vermelde leveringstermijnen en leveringsdata zijn bindend. De Leverancier is verplicht om de Koper onmiddellijk schriftelijk op de hoogte te stellen indien zich omstandigheden voordoen of die aan het licht komen die erop wijzen dat de overeengekomen leveringstermijn niet in acht kan worden genomen. De leveringsdatum of -termijn wordt bepaald door het tijdstip van ontvangst van de goederen in de fabriek van de Koper resp. op de door de Koper aangegeven plaats van levering.
- 5.2 In geval van vertraging in de levering kan de Koper aanspraak maken op alle wettelijke rechten. In geval van vertraging in de levering heeft de Koper het recht om een contractuele boete te eisen ter hoogte van 0,5% van de waarde van de levering/prestatie in vertraging voor elke volle week, echter niet meer dan 10% van de totale waarde van de bestelling. De contractuele boete wordt verrekend met de totale schadeclaim voor vertraagde levering.
- 5.3 De onvoorwaardelijke acceptatie van een vertraagde levering of dienst houdt geen afstand in van vorderingen waarop de Koper recht heeft vanwege de vertraagde levering of dienst.
- 5.4 De Leverancier is verplicht om het inkoopordernummer van de Koper exact te vermelden op alle verzenddocumenten en afleverbonnen. Indien hij dit nalaat, kan de Koper niet aansprakelijk worden gesteld voor vertragingen in de verwerking.
- 5.5 Deelleveringen zijn in de regel uitgesloten, tenzij de Koper deze uitdrukkelijk aanvaardt.
- 5.6 Bij het leveren van de goederen moet de Leverancier voldoen aan de vereisten (met betrekking tot verpakking en etikettering van de goederen, verzendingsdocumenten, enz.) Het Handboek Logistiek voor Leveranciers wordt op verzoek aan de Leverancier verstrekt en kan gedownload worden op www.vaillant-group.com (onder Aankoopvoorwaarden).
- 5.7 Indien de Leverancier verantwoordelijk is voor de opstelling of installatie, en tenzij anders overeengekomen, neemt de Leverancier alle vereiste bijkomende kosten voor zijn rekening, zoals reiskosten, beschikbaarheid van gereedschappen en dagvergoedingen.

6 Ontvangstinspectie, claims op basis van defecten

- 6.1 De Koper dient de geleverde goederen onmiddellijk na ontvangst te controleren, of ze overeenstemmen met de bestelde hoeveelheid en soort en of er uitwendig zichtbare schade is. De controle met betrekking tot de conformiteit met de bestelde hoeveelheid en soort gebeurt ten minste aan de hand van de verzendingsdocumenten. Verdere gebreken die niet zichtbaar zijn in het kader van de controle, worden beschouwd als verborgen gebreken. Een melding van een gebrek geldt als tijdig indien deze binnen een termijn van twee weken na ontvangst van de goederen of, in geval van verborgen gebreken, na ontdekking ervan aan de Leverancier wordt verzonden. De Koper heeft geen

Algemene aankoopvoorwaarden

- verdere verplichtingen met betrekking tot inspecties van goederen en meldingen van gebreken.
- 6.2 De wettelijke bepalingen inzake kwaliteits- en eigendomsgebreken zijn van toepassing, tenzij hieronder andere bepalingen zijn opgenomen.
- 6.3 Tenzij anders overeengekomen, bedraagt de verjaringstermijn voor gebreken drie (3) jaar en begint deze met de levering van de goederen (risico-overgang). Langere wettelijke verjaringstermijnen blijven onaangetast.
- 6.4 In principe heeft de Koper het recht om het type nakomingsmaatregel te kiezen. De Leverancier kan het door de Koper gekozen type aanvullende prestatie weigeren indien dit alleen mogelijk is tegen onevenredige kosten.
- 6.5 De Leverancier is verplicht om aan de Koper een forfaitaire onkostenvergoeding van EUR 50,00 te betalen voor elke gerechtvaardigde klacht. Het recht van de Koper om verdere onkosten te vorderen blijft onaangetast. De Leverancier heeft het recht om te bewijzen dat er geen kosten zijn gemaakt of dat deze aanzienlijk lager zijn dan het forfaitaire bedrag.
- 6.6 Indien de Leverancier niet onmiddellijk begint met het verhelpen van het gebrek na het verzoek van de Koper om het gebrek te verhelpen, heeft de Koper het recht om in dringende gevallen, in het bijzonder om dreigende risico's af te wenden of om grote schade te voorkomen, het gebrek zelf te verhelpen of dit door een derde te laten doen op kosten van de Leverancier.
- 6.7 De Leverancier garandeert dat zowel in het land van bestemming als in de Europese Unie in verband met zijn levering geen rechten van derden worden geschonden. Wanneer de Koper de Leverancier vóór de bestelling mededeelt dat het goed bestemd is voor een ander of meer landen van bestemming, strekt de garantie van eigendom zich ook uit tot deze landen. In geval van een inbreuk op rechten van derden vrijwaart de Leverancier de Koper en andere ondernemingen van de Vaillant Groep op eerste schriftelijk verzoek van dergelijke aanspraken van derden. De verplichting tot vrijwaring geldt voor alle schade en noodzakelijke uitgaven die voor de Koper en, indien van toepassing, andere bedrijven van de Vaillant Groep voortvloeien uit of verband houden met dergelijke aanspraken van derden. Het bovenstaande is niet van toepassing indien de Leverancier niet verantwoordelijk is voor het eigendomsgebrek.
- 6.8 Indien de Leverancier zijn verplichting tot het leveren van een vervangende prestatie nakomt door het leveren van een vervangend product, begint de verjaringstermijn van het ter vervanging geleverde na levering daarvan opnieuw te lopen, tenzij de Leverancier bij het leveren van de vervangende prestatie uitdrukkelijk en deugdelijk het voorbehoud heeft gemaakt dat de vervangende levering louter geschiedt uit goede wil, ter voorkoming van geschillen of in het belang van de voortzetting van de leveringsrelatie.
- 6.9 Indien de Koper en/of andere vennootschappen van de Vaillant Groep kosten maken als gevolg van gebrekkige leveringen of diensten, in het bijzonder transportkosten, arbeidskosten, materiaalkosten, kosten van installatie en verwijdering of kosten van inspectie van inkomende goederen die de in artikel 6.1 bepaalde omvang overschrijden, zullen deze kosten door de Leverancier worden gedragen.
- 6.10 Indien de gebrekkige levering herbewerkings- en/of sorteeruitgaven bij de Koper en/of bij een andere onderneming van de Vaillant Groep veroorzaakt, is de Leverancier verplicht om een forfaitaire onkostenvergoeding van EUR 50,00 per werknemer en per volledig mensuur te betalen. Het recht om verdere onkosten te vorderen blijft onaangetast. De Leverancier heeft het recht om te bewijzen dat de onkosten ofwel niet zijn opgetreden ofwel aanzienlijk lager zijn dan het forfaitaire bedrag.
- 6.11 Indien de gebrekkige levering een productieonderbreking van meer dan een uur veroorzaakt bij de Koper en/of bij een ander bedrijf van de Vaillant Groep, is de Leverancier verplicht om een forfaitaire schadevergoeding te betalen van EUR 100,00 per werknemer en per volledig mensuur met betrekking tot de productieruimte die getroffen wordt door de productieonderbreking. Dit is niet van toepassing indien de Leverancier niet verantwoordelijk is voor de gebrekkige levering. Het recht om verdere schadevergoeding te eisen blijft onaangetast. De Leverancier heeft het recht om te bewijzen dat de kosten ofwel niet zijn opgetreden ofwel aanzienlijk lager zijn dan het forfaitaire bedrag.
- 6.12 In het geval dat de gebrekkige levering vereist dat een klantenservice wordt uitgevoerd bij het product van de Vaillant Groep bij de eindklant, is de Leverancier verplicht om de kosten van de klantenservice die hierdoor ontstaan te vergoeden aan de Koper en/of aan andere bedrijven van de Vaillant Groep. Voor zover wettelijk bepaald, geldt dit niet als de Leverancier niet verantwoordelijk is voor de gebrekkige levering. Tenzij schriftelijk anders is overeengekomen, worden de arbeids- en reiskosten als gevolg van een klantenservice per klantenservice als volgt forfaitair berekend: EUR 200,00 voor klantenservice in de landen Denemarken, Duitsland, Nederland, Zwitserland, EUR 120,00 voor klantenservice in de landen Oostenrijk, België, Frankrijk, Groot-Brittannië, en EUR 50,00 in alle andere landen. Het recht om verdere kosten voor klantenservice te claimen blijft onaangetast. De Leverancier heeft het recht om te bewijzen dat de kosten voor klantenservice niet zijn ontstaan of aanzienlijk lager zijn dan het forfaitaire bedrag.
- 6.13 Leveringen moeten worden uitgevoerd in overeenstemming met Richtlijn 2011/65/EU ("RoHS") betreffende beperking van het gebruik van bepaalde gevaarlijke stoffen in elektrische en elektronische apparatuur en in overeenstemming met Art. 59 (1) en Art. 33 van Verordening (EG) nr. 1907/2006 ("REACH").

7 Productaansprakelijkheid, schadeloosstelling, verzekeringsdekking

- 7.1 In het geval er een productaansprakelijkheidsclaim tegen de Koper en/of andere bedrijven van de Vaillant Groep wordt ingediend, stemt de Leverancier ermee in om de Koper en/of andere bedrijven van de Vaillant Groep op eerste verzoek van dergelijke claims te vrijwaren als de schade werd veroorzaakt door een defect van het goed of dienst en voor zover de oorzaak van het defect binnen de controle en/of organisatie van de Leverancier ligt en de Leverancier zelf aansprakelijk is ten opzichte van derden. Indien de schadeoorzaak binnen het verantwoordelijkheidsgebied van Leverancier valt, rust de bewijslast ter zake op Leverancier.
- 7.2 In het kader van zijn aansprakelijkheid voor schadegevallen in de zin van artikel 7.1 is de Leverancier tevens verplicht om alle kosten te vergoeden die voortvloeien uit of verband houden met een door de Koper en/of andere bedrijven van de Vaillant Groep ondernomen terugroepactie. Voor zover mogelijk en redelijk informeert de Koper de Leverancier over het onderwerp en de omvang van de te nemen terugroepacties en geeft de Leverancier de gelegenheid om commentaar te leveren. Andere wettelijke aanspraken blijven onaangetast.
- 7.3 De Leverancier houdt een aansprakelijkheidsverzekering in stand (bedrijfs- en/of productaansprakelijkheidsverzekering) met een verzekerd forfaitair bedrag van ten minste EUR 10 miljoen per schadegeval voor persoonlijk letsel, materiële schade en financieel verlies - als forfaitair bedrag - en zal op verzoek van de Koper het bestaan van een dergelijke verzekeringsdekking bewijzen. Verdere schadeclaims van de Koper blijven onaangetast.
- 7.4 Andere wettelijke aanspraken blijven onaangetast.

8 Documentatie, Vertrouwelijkheid, Gebruiksrechten

- 8.1 De Leverancier is verplicht tot geheimhouding van alle zakelijke of technische informatie die door de Vaillant Group toegankelijk is gemaakt (met inbegrip van kenmerken die uit de ingediende voorwerpen, documenten of software kunnen worden afgeleid en alle andere informatie of ervaringen) tegenover derden, zolang en voor zover deze niet algemeen bekend zijn, en mag in de bedrijfsruimten van de Leverancier alleen ter beschikking worden gesteld aan personen die van de informatie gebruik moeten maken met het oog op leveringen aan de Vaillant Group en die eveneens verplicht zijn tot geheimhouding; de informatie blijft het exclusieve eigendom van de Vaillant Group. Zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Vaillant Group mag dergelijke informatie - behalve voor leveringen aan de Vaillant Group - niet worden verveelvoudigd of commercieel worden geëxploiteerd. Prototypes, voorwerpen of software die de Leverancier van de Vaillant Group ontvangt, mogen niet reverse-engineered, gedemonteerd of gedecompileerd worden. Op verzoek van de Vaillant Group dient alle van de Vaillant Group afkomstige informatie (inclusief eventueel gemaakte kopieën of opnames) en in bruikleen gegeven zaken onmiddellijk volledig aan de Vaillant Group te worden geretourneerd of aantoonbaar te worden vernietigd.
- 8.2 De Vaillant Groep behoudt zich alle rechten op deze informatie en voorwerpen (inclusief auteursrechten en het recht om industriële eigendomsrechten zoals octrooien, gebruiksmodellen, merken etc. aan te vragen). Elk gebruik door de Leverancier is uitsluitend toegestaan in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 8.1. Indien deze door derden aan de Vaillant Groep worden verstrekt, geldt dit voorbehoud van rechten ook voor deze derden.
- 8.3 Producten die gebouwd zijn op basis van documentatie zoals tekeningen, productspecificaties, modellen en dergelijke die door Vaillant Group of door derden voor Vaillant Group zijn opgesteld of die gebaseerd zijn op vertrouwelijke informatie van Vaillant Group of

Algemene aankoopvoorwaarden

- gereedschappen van Vaillant Group of gereedschappen die gemodelleerd zijn naar gereedschappen van Vaillant Group, mogen niet door de Leverancier zelf worden gebruikt en mogen ook niet aan derden worden aangeboden of geleverd.
- 8.4 De Leverancier zal in advertenties of andere documenten niet verwijzen naar de zakelijke relatie met de Koper zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Koper.
- 8.5 De Leverancier verleent aan de Vaillant Group een niet-exclusief, kostenvrij, onbepaald, overdraagbaar, sublicentieerbaar, onherroepelijk recht om de technische documentatie (tekeningen, specificaties, gegevensbladen etc.) van de geleverde producten alsmede de bijbehorende intellectuele eigendomsrechten en auteursrechten te gebruiken ten behoeve van de productie (inclusief kwaliteitsborging, gegevensbeheer etc.), het gebruik en de distributie van de Vaillant Group producten. Indien de documentatie in opdracht van de Vaillant Group is vervaardigd en is betaald - al naar gelang het geval door de kosten van de geleverde producten of op basis van een ontwikkelingscontract - en/of is gebaseerd op door de Vaillant Group verstrekte informatie, verleent de leverancier zonder extra kosten exclusieve en onbeperkte gebruiks- en exploitatierechten aan de Vaillant Group. Dit laat andere schriftelijke overeenkomsten onverlet.
- ### 9 Gereedschap
- 9.1 De Koper verwerft de eigendom van gereedschappen of andere productiemiddelen (hierna "Gereedschappen"), die voor de Koper worden vervaardigd, automatisch en rechtstreeks met de vervaardiging ervan. De Koper wordt beschouwd als fabrikant in de zin van de geldende wettelijke bepalingen (in het bijzonder 3.11 en 3.56 Belgisch Burgerlijk Wetboek). Dit geldt ongeacht of de Koper als fabrikant is aangewezen. Subsidiar, indien de Leverancier toch aanvankelijk (mede-)eigenaar van de Gereedschappen zou worden, draagt de Leverancier hierbij de (mede-)eigendom van de betreffende Gereedschappen over aan de Koper. De Leverancier zal de Gereedschappen enkel gebruiken voor de in het contract voorziene doeleinden en ze opslaan voor de Koper. Indien een derde in het bezit is van het/de gereedschap(en), draagt de leverancier hierbij zijn vordering tot afstand jegens de derde over aan de Koper; de Koper aanvaardt hierbij deze overdracht. De Leverancier markeert de Gereedschappen duidelijk, leesbaar en duurzaam als eigendom van de Koper met behulp van de door de Koper verstrekte inventarislabels. Deze labels bevatten het nummer van het gereedschap, het componentnummer en het inventarisnummer dat door de Koper wordt verstrekt. In geen geval mag de overeenkomstige markering verwijderd of gewijzigd worden.
- 9.2 Samen met de eigendom van de Gereedschappen (met inbegrip van de speciale gereedschappen en uitrustingen, bv. erosie-elektroden, sonotroden, testapparatuur, kalibers, enz.) verwerft de Koper automatisch de eigendom van alle bijbehorende documentatie, in het bijzonder maar niet beperkt tot ontwerpgegevens, schakelschema's, tekeningen, opspanplannen voor gereedschappen, informatie over perstafels, enz. Deze documentatie wordt beschouwd als essentieel onderdeel van de Gereedschappen en kan als dusdanig niet onderworpen worden aan specifieke rechten (art. 3.57 Belgisch Burgerlijk Wetboek). Voor zover de documentatie auteursrechtelijk beschermd is, verleent de Leverancier aan de Koper onherroepelijke, kosteloze, exclusieve en onbeperkte gebruiksrechten in tijd en territorium. Voor zover de Koper de Gereedschappen aan de Leverancier in bruikleen ter beschikking stelt met het oog op de productie van aan de Koper te leveren onderdelen, wordt aan de Leverancier een niet-exclusief, niet-overdraagbaar recht verleend om de documentatie voor dit doel te gebruiken.
- 9.3 De Koper heeft het recht om op elk moment de teruggave van de Gereedschappen te eisen. In dit geval dienen de Gereedschappen op eerste verzoek van de Koper onverwijld in goede en bruikbare staat aan de Koper overhandigd te worden. De Leverancier zal de Gereedschappen uiterlijk drie (3) werkdagen na ontvangst van het desbetreffende verzoek gereed hebben voor afhaling door de Koper. Indien de leverancier zijn betalingen opschort of een insolventieprocedure of gelijkaardige wettelijke procedures aanvraagt, of indien een dergelijke procedure wordt geopend of de opening ervan wordt afgewezen wegens gebrek aan activa, is de Koper gerechtigd om de werktuigen onmiddellijk in bezit te nemen. De Leverancier heeft geen retentierecht op de Gereedschappen.
- 9.4 Afgezien daarvan zijn de bovenstaande paragrafen 9.1 tot en met 9.3 van overeenkomstige toepassing.
- ### 10 Onderdelen
- 10.1 De Leverancier dient de Koper, of een andere door de Koper genoemde vennootschap van de Vaillant Groep, in voldoende hoeveelheid te voorzien van goederen voor gebruik als reserveonderdelen, alsmede van reserveonderdelen voor de door de Leverancier geleverde goederen. Deze verplichting bestaat, ongeacht het voortbestaan van een leveringsovereenkomst en ongeacht de redenen voor een eventuele beëindiging van een leveringsovereenkomst, gedurende een periode van vijftien (15) jaar na beëindiging van de seriematige levering of gedurende een kortere periode die schriftelijk door de Koper wordt aangegeven (hierna gezamenlijk "Verlengde Leveringsperiode"), tenzij kan worden aangetoond dat het objectief onredelijk zou zijn om van de Leverancier te verwachten dat hij doorgaat met leveren; paragraaf 10.2 tot en met 10.5 blijven onaangetaast.
- 10.2 De Leverancier zal de Koper tijdig, doch minstens zes (6) maanden voor het verstrijken van de Verlengde Leveringsperiode, de mogelijkheid bieden om een definitieve bestelling te plaatsen voor zijn totale vraag. Hetzelfde geldt indien het voor de Leverancier tijdens de Verlengde Leveringsperiode duidelijk wordt dat het voor de Leverancier niet langer mogelijk zal zijn om tijdens de Verlengde Leveringsperiode te blijven leveren, en de Leverancier de Koper geen andere redelijke leveringsmogelijkheden kan bieden (bv. levering van technisch gelijkwaardige onderdelen van gelijke kwaliteit). De Leverancier dient onmiddellijk schriftelijk kennis te geven van elke onderbreking van zijn leveringscapaciteit tijdens de Verlengde Leveringsperiode.
- 10.3 Tenzij anders overeengekomen, is de Leverancier verantwoordelijk voor het onderhoud, de inkoop van vervangingsonderdelen en de opslag van de gereedschappen die nodig zijn voor de vervaardiging van reserveonderdelen; de daaraan verbonden kosten worden geacht volledig te zijn vergoed met de voor de leveringen van reserveonderdelen overeengekomen prijzen.
- 10.4 Na afloop van de Verlengde Leveringsperiode zal de Leverancier op verzoek van de Koper de technische informatie en documenten overhandigen die nodig zijn voor de productie van de reserveonderdelen en aan de Vaillant Group de niet-exclusieve gebruiksrechten verlenen die hiervoor nodig zijn met betrekking tot alle bestaande industriële eigendomsrechten (inclusief auteursrechten en knowhow) van de Leverancier. Deze gebruiksrechten omvatten ook de productie door derden voor de Vaillant Group. Het bovenstaande geldt ook in geval van een onderbreking van de leveringscapaciteit van de Leverancier tijdens de seriematige levering of tijdens de Verlengde Leveringsperiode. De hierboven genoemde prestaties worden geacht te zijn verrekend met de voor de leveringen van reserveonderdelen overeengekomen prijzen.
- 10.5 De prijzen van de geleverde reserveonderdelen voor de door de Leverancier geleverde goederen worden overeengekomen in de leveringsovereenkomst. Tenzij anders overeengekomen, worden de prijzen van de goederen die gedurende de looptijd van een leveringsovereenkomst als reserveonderdelen worden geleverd, bepaald op basis van de prijs die in de leveringsovereenkomst voor de als serieonderdelen geleverde goederen is overeengekomen. De bij de beëindiging van de leveringsovereenkomst overeengekomen prijzen blijven gelden voor een periode van drie (3) jaar, tenzij anders is overeengekomen. Na afloop van deze periode zullen jaarlijks uiterlijk eind augustus nieuwe prijsafspraken worden gemaakt. Tenzij anders overeengekomen, gelden deze nieuwe prijsafspraken voor een periode van twaalf (12) maanden, ingaande op 1st januari van het daaropvolgende jaar.
- ### 11 Verklaring over de oorsprong van geleverde goederen, exportcontrole
- 11.1 Op verzoek van de Koper verstrekt de Leverancier de Koper kosteloos een leveranciersverklaring of andere documenten die door de douane of enige andere autoriteit worden vereist.
- 11.2 De Leverancier dient te voldoen aan alle vereisten van de toepasselijke nationale en internationale wetgeving inzake buitenlandse handel. De leverancier zorgt ervoor dat de geleverde goederen niet zijn opgenomen in bijlage I van Verordening (EU) nr. 2021/821 (Dual-Use-Regulation) en voldoen aan andere toepasselijke exportwet- en regelgeving.
- 11.3 De Leverancier is verplicht om de Koper te voorzien van de noodzakelijke documenten voor de invoer van de Producten (bijv. certificaten van oorsprong voor in te voeren producten en hun voorproducten). De Leverancier is verder verplicht om aan de Koper alleen Producten te leveren die niet van Russische oorsprong zijn en geen Russische ijzer- en/of staalproducten bevatten.

Algemene aankoopvoorwaarden

11.4 Indien de Leverancier een van de in dit artikel 11 genoemde verplichtingen niet nakomt, (i) is de Koper ontheven van alle bestaande verplichtingen tot afname van Producten, en (ii) heeft de Koper het recht om het gesloten contract op te zeggen. Bovendien vergoedt de Leverancier alle onkosten en schade die de Koper lijdt als gevolg van niet-nakoming van de verplichtingen volgens dit artikel 11, tenzij de Leverancier niet verantwoordelijk is voor de niet-nakoming.

12 Kwaliteitsgarantie, sociale verantwoordelijkheid, milieubescherming

12.1 Om de kwaliteit van zijn leveringen te waarborgen, zal de Leverancier een kwaliteitsbeheersysteem opzetten en onderhouden dat ten minste gelijkwaardig is aan de eisen van DIN ISO 9001. De leverancier zal zijn producten produceren en testen in overeenstemming met de regels van dit kwaliteitsmanagementsysteem. Bovendien moet de leverancier voldoen aan de eisen die zijn beschreven in de kwaliteitsrichtlijn voor leveranciers van de Vaillant Groep. De Kwaliteitsrichtlijn voor Leveranciers wordt op verzoek aan de Leverancier verstrekt en kan gedownload worden op www.vaillant-group.com (onder Inkoop-/Aankoopvoorwaarden). Vaillant Group heeft het recht om, na voorafgaande afspraak over de datum, de naleving van zowel het kwaliteitsmanagementsysteem als de Richtlijn voor kwaliteit van de leverancier te controleren in het kader van een kwaliteitsaudit bij de leverancier.

12.2 De Leverancier moet de respectieve wettelijke bepalingen inzake de behandeling van werknemers, milieubescherming en gezondheid en veiligheid naleven en voortdurend werken aan het minimaliseren van de negatieve effecten van zijn activiteiten op mens en milieu. Hiertoe dient de Leverancier binnen zijn operationele mogelijkheden een beheersysteem conform ISO 14001 en ISO 45001 op te zetten en verder te ontwikkelen. Bovendien moet de Leverancier voldoen aan de mensenrechten- en milieueisen die zijn vastgelegd in de beleidsverklaring over mensenrechten en de gedragscode voor leveranciers van de Vaillant Groep, deze op passende wijze aanpakken in zijn toeleveringsketen en de naleving in zijn toeleveringsketen bewaken met behulp van geschikte controlemechanismen. De beleidsverklaring inzake mensenrechten en de gedragscode voor leveranciers van de Vaillant Groep worden op verzoek aan de Leverancier ter beschikking gesteld en kunnen op internet gedownload worden op www.vaillant-group.com (rubriek: Ons bedrijf - Inkoop en Nieuws & Verhalen - Media & Downloads). De Leverancier zal op passende wijze voldoen aan de vereisten van de Duitse *Act on Due Diligence-Obligations in the Supply Chains*, indien van toepassing, en de beginselen van het *UN Global Compact Initiative*. Deze hebben met name betrekking op de bescherming van internationale mensenrechten, het recht op collectieve onderhandelingen, de afschaffing van dwangarbeid en kinderarbeid, de uitbanning van discriminatie, gezondheid en veiligheid op de werkplek, passende lonen, verantwoordelijkheid voor het milieu, het verbod op de productie en het gebruik van kwik en persistente organische verontreinigende stoffen, de juiste verwerking van afval en het voorkomen van corruptie. De Vaillant Groep heeft het recht om de naleving van de bovenstaande eisen van de leverancier zelf of via een geautoriseerde derde partij te eisen door middel van zelfopenbaring en, na voorafgaande afspraak van een datum, de leverancier te inspecteren als onderdeel van een audit.

13 Aanvullende bepalingen voor opdrachten voor werken en opdrachten voor diensten

13.1 Samenwerking

Tenzij anders overeengekomen, ontvangt de Leverancier van de Koper, in het overeengekomen gegevensformaat, alle informatie, documenten en gegevens waarover de Koper beschikt (hierna gezamenlijk "Informatie") en die de Koper noodzakelijk acht voor het verlenen van de diensten, tenzij deze niet anderszins voor de Leverancier beschikbaar zijn. Indien en voor zover de Leverancier van mening is dat de Informatie niet voldoende of onduidelijk is, zal hij de Koper hiervan onmiddellijk schriftelijk op de hoogte stellen.

13.2 Inzet van medewerkers

13.2.1 De Leverancier zal de contractuele diensten uitsluitend verlenen door middel van werknemers die voldoende gekwalificeerd zijn voor de respectieve diensten. In het geval van buitenlandse werknemers zal de Leverancier, indien nodig, op verzoek van de Koper het bestaan van een werkvergunning bewijzen.

13.2.2 Voor zover de inzet van specifieke werknemers is overeengekomen voor het verlenen van de contractuele diensten, vereist elke uitwisseling van werknemers door de Leverancier of de voorafgaande toestemming van de Koper, die de Koper niet op onredelijke gronden zal weigeren.
Februari 2024

In elk geval dient de nieuw ingezette werknemer ten minste hetzelfde kwalificatieniveau te hebben als de uitgewisselde werknemer; Clause 13.2.1 blijft onverlet. Eventuele extra kosten voor de Leverancier als gevolg van de introductieopleiding van de nieuwe werknemer komen niet voor rekening van de Koper.

13.2.3 De Koper is gerechtigd om vervanging van de ingezette medewerkers te vorderen, indien de Koper gegronde twijfel heeft of de ingezette medewerkers geschikt zijn voor het verrichten van de verschuldigde diensten en/of in staat zijn de verschuldigde diensten te verrichten en/of de ingezette medewerkers persoonlijk betrouwbaar zijn.

13.3 Vergoeding

13.3.1 Indien een vaste prijs is overeengekomen, worden alle diensten, uitgaven en kosten van de Leverancier geacht onder deze vaste prijs te vallen, tenzij uitdrukkelijk anders is overeengekomen.

13.3.2 Als een vergoeding op basis van tijd en materiaal is overeengekomen, is de vergoeding gebaseerd op uurtarieven. Bestede tijd die wordt gefactureerd op basis van uurtarieven dient te worden geregistreerd en gefactureerd tot op de minuut nauwkeurig en door middel van een begrijpelijk activiteitenverslag. Alle overige kosten en uitgaven van de Leverancier worden geacht volledig door de overeengekomen vergoeding te zijn gedekt.

13.3.3 Voor zover wordt gefactureerd op basis van een dagtarief, wordt geacht te zijn overeengekomen dat een werkdag ten minste acht (8) uur omvat. Als de werkdag minder dan acht uur omvat, worden de opgebouwde uren gefactureerd met 1/8 van het dagtarief. Artikel 13.3.2, 3e zin is van overeenkomstige toepassing.

13.3.4 Reistijden worden alleen als werkdag vergoed als ze zijn gebruikt voor het verlenen van de diensten.

13.3.5 De Leverancier heeft geen recht op een extra vergoeding voor arbeid buiten werkdag (avond of nacht) of voor arbeid op zaterdag, zondag of een feestdag, tenzij de uitvoering van arbeid buiten werkdag of op een zaterdag, zondag of feestdag alsmede de daaruit voortvloeiende extra vergoeding in het individuele geval vooraf uitdrukkelijk met de Koper is overeengekomen.

13.3.6 Tenzij anders overeengekomen, worden reis- en verblijfkosten alleen aan de Leverancier vergoed indien werknemers van de Leverancier reizen maken voor de uitvoering van de overeengekomen diensten en als de Koper vooraf schriftelijk toestemming heeft gegeven om de betreffende reiskosten te betalen. De Leverancier verplicht zich hierbij om gebruik te maken van speciale voorwaarden die aan de Vaillant Group worden toegekend (vlieguren, treinreizen, huurauto, taxi, hotel), voor zover mogelijk en bestaand. Tenzij anders is overeengekomen, worden reis- en verblijfkosten alleen vergoed op vertoon van de relevante ontvangstbewijzen, als volgt:

Trein: klasse 2nd

Vliegtuig: economy class,

Huurauto: alleen voertuigen tot middenklasse (inclusief navigatie en winterbanden, indien nodig)

Reizen met eigen auto: kilometervergoeding in overeenstemming met richtlijnen van de belastingdienst

Overnachting in hotels tot middenklasse (d. w. z. tot drie sterren)

De meest geschikte en kosteneffectieve vorm van transport zal worden gekozen, rekening houdend met de urgentie van de zaak.

13.3.7 Overige kosten en uitgaven van de Leverancier worden slechts vergoed indien en voor zover deze vooraf zijn overeengekomen en voldoen aan de overeengekomen eisen van kosteneffectiviteit. Kosten en onkosten worden zonder toeslag in rekening gebracht. Voor de facturering moeten kopieën van alle kwitanties voor de in rekening te brengen kosten bij de desbetreffende factuur worden gevoegd. De Koper kan te allen tijde eisen dat de originele kwitanties worden overlegd.

13.3.8 De Leverancier zal alle diensten naar behoren en in overeenstemming met de toepasselijke belastingvoorschriften factureren, vermeerderd met de toepasselijke belasting over de toegevoegde waarde tegen het wettelijke tarief.

13.3.9 De Leverancier verklaart dat hij geen fiscale en/of sociale en/of loonschulden heeft, zodat de Koper niet hoofdelijk aansprakelijk kan worden gesteld voor eventuele belastingsschulden en/of voor eventuele sociale schulden en/of voor eventuele loonschulden, noch hem een administratieve boete kan worden opgelegd.

13.4 Wijzigingsverzoek

13.4.1 De Koper kan de vereisten voor de overeengekomen diensten en andere contractuele voorwaarden wijzigen volgens de volgende Change Request procedure.

Algemene aankoopvoorwaarden

- 13.4.2. De Koper stelt de Leverancier schriftelijk op de hoogte van zijn verzoek om het contract te wijzigen en/of aan te vullen ("Wijzigingsverzoek").
- 13.4.3. Indien het Wijzigingsverzoek van invloed is op het overeengekomen tijdschema, de vergoeding en/of andere contractuele voorwaarden, stelt de Leverancier de Koper daarvan uiterlijk zeven werkdagen na ontvangst van het Wijzigingsverzoek schriftelijk op de hoogte en doet hij een aanbod voor de uitvoering van het Wijzigingsverzoek. Indien het Wijzigingsverzoek leidt tot wijzigingen in het overeengekomen tijdschema of de overeengekomen vergoeding, worden deze wijzigingen berekend op basis van de oorspronkelijke berekeningsgrondslag. De Leverancier is niet verplicht een offerte uit te brengen indien uitvoering van het Wijzigingsverzoek redelijkerwijs niet van de Leverancier kan worden verlangd; de Leverancier zal de Koper daarvan met opgave van redenen binnen de hierboven genoemde termijn op de hoogte stellen. In dit geval heeft de Koper het recht om de gewijzigde diensten door een derde te laten uitvoeren of om deze zelf uit te voeren.
- 13.4.4. Als de Koper het aanbod schriftelijk aanvaardt, vormt het Wijzigingsverzoek een integraal onderdeel van het contract en wordt het contract gewijzigd en/of aangevuld door het overeengekomen Wijzigingsverzoek, bijvoorbeeld met betrekking tot de te verrichten diensten, het tijdschema en de vergoeding. Hetzelfde geldt als er geen kennisgeving volgens artikel 13.4.3 zin 1 wordt ingediend.
- 13.5. Onderaanneming van derden
- 13.5.1. Tenzij anders overeengekomen, is de Leverancier alleen met voorafgaande toestemming van de Koper gerechtigd om zijn rechten en verplichtingen over te dragen of onderaannemers aan te stellen om diensten aan de Koper te verlenen. Een verklaring van toestemming wordt schriftelijk gegeven.
- 13.5.2. Voor zover Leverancier voor het verrichten van diensten gebruik maakt van derden, is Leverancier voor de diensten van de derde in dezelfde mate verantwoordelijk als voor zijn eigen diensten. Leverancier is in dezelfde mate aansprakelijk voor fouten van derden als voor eigen fouten. Leverancier zal zijn eigen onderaannemers verbieden om verplichtingen uit te besteden, behalve indien goedgekeurd door de Koper.
- 13.5.3. De Leverancier draagt er zorg voor dat, in geval van (toegestane) onderaanneming, hij de diensten van de derde in eigen naam en voor eigen rekening verwerft en dat een contract uitsluitend tussen de Leverancier en de derde wordt gesloten. De Leverancier is niet gerechtigd de Koper te vertegenwoordigen of namens de Koper contracten af te sluiten.
- 13.5.4. Voor zover een individuele bestelling bepaalt dat de Leverancier een derde partij moet aanstellen om diensten te verlenen (hierna "diensten van derden" genoemd), en de kosten daarvan door de Koper moeten worden vergoed, dient de Leverancier ervoor te zorgen dat de diensten van derden op zodanige wijze worden ingekocht dat ze zo kosteneffectief mogelijk zijn, d. w. z. met het doel om de best mogelijke kosten-batenverhouding te bereiken, in overeenstemming met de volgende bepalingen:
- Diensten van derden met een verwachte totale orderwaarde van maximaal EUR 5.000 per afzonderlijke dienst worden door de Leverancier zodanig besteld dat deze zo kosteneffectief mogelijk zijn, waarbij het niet noodzakelijk is dat voor de diensten van derden in elk afzonderlijk geval een aanbesteding wordt gedaan.
 - Diensten van derden met een verwachte totale orderwaarde van meer dan EUR 5.000 per afzonderlijke dienst worden door de Leverancier aanbesteed, d.w.z. dat de Leverancier in deze gevallen ten minste drie vergelijkbare offertes vraagt en deze onderzoekt op hun kosteneffectiviteit. Bij het verkrijgen van offertes worden de aanbevelingen en richtlijnen van de Koper in overweging genomen. Naar keuze van de Koper worden de offertes verkregen als vaste prijsaanbiedingen of met een bindende kostenraming. De verkregen offertes worden voor besluitvorming voorgelegd aan de Koper, samen met een voorstel voor een besluit. De Leverancier gunt geen onderaanneming voordat de Koper zijn voorafgaande schriftelijke goedkeuring heeft gegeven.
- 13.5.5. De Leverancier is niet gerechtigd om toeslagen (administratiekosten en dergelijke) toe te passen op diensten van derden. De Leverancier verklaart en garandeert dat hij, in verband met de gunning van een onderaanneming, geen diensten, betalingen of andere voordelen van geldelijke waarde (met inbegrip van met name geldelijke kortingen of kortingen in natura, mediadiensten, bonusbetalingen, smeergelden) direct of indirect zal doen beloven of toekennen aan zichzelf of anderen door de betrokken derde of door bedrijven of personen die verbonden zijn met de betrokken derde. Indien deze verplichting niet wordt nagekomen, heeft de Koper het recht om het contract zonder voorafgaande kennisgeving te beëindigen en kan hij van de
- Leverancier de teruggave eisen van alle geldelijke voordelen die de Leverancier heeft verkregen. Verdere schadeclaims van de Koper blijven onaangetast.
- 13.6. Gebruiksrechten
- 13.6.1. De resultaten van de verleende diensten (hierna de "Resultaten" genoemd) worden eigendom van de Koper op het moment van hun totstandkoming, dat wil zeggen in de staat waarin ze voltooid zijn. De Leverancier zal de Resultaten namens de Koper in bewaring houden totdat deze worden overhandigd. De Leverancier verleent de Koper het exclusieve, wereldwijde, overdraagbare, sublicentieerbare en onbeperkte recht om de Resultaten te wijzigen, te laten wijzigen, te gebruiken, te laten gebruiken, te publiceren, te laten publiceren, te distribueren, te laten distribueren, te gebruiken, te laten gebruiken, te exploiteren of te laten exploiteren in hun oorspronkelijke vorm en zoals uitgebreid of gewijzigd door de Koper. Dwingende wettelijke bepalingen blijven onaangetast.
- 13.6.2. Indien en voor zover de Koper en/of een derde, die een contractuele relatie met de Koper heeft, intellectuele eigendomsrechten (met inbegrip van auteursrechten en knowhow) nodig heeft die door de Leverancier gecreëerd of gegenereerd zijn vóór of tijdens de uitvoering van de diensten ("Achtergrond-IP"), om gebruik te kunnen maken van de Resultaten, dan zal de Leverancier de Koper een eeuwigdurend, onbeperkt, wereldwijd, niet-exclusief, sublicentieerbaar en overdraagbaar recht verlenen om dergelijke Achtergrond-IP te gebruiken. Dit gebruiksrecht geldt ook voor aan de Koper gelieerde bedrijven en voor contractanten van de Koper en aan de Koper gelieerde bedrijven.
- 13.6.3. Indien de Resultaten uitvindingen of ideeën bevatten die octrooieerbaar zijn of anderszins voor registratie in aanmerking komen, heeft de Koper het recht om naar eigen goeddunken en in eigen naam dergelijke eigendomsrechten in alle landen aan te vragen, deze rechten te handhaven of er op elk moment afstand van te doen. Indien nodig zal de Leverancier de Koper bijstaan bij de aanvraag; de Leverancier zal zich onthouden van activiteiten die de aanvraag en efficiënte exploitatie van de rechten door de Koper kunnen belemmeren. De eigendomsrechten die ontstaan door dergelijke toepassingen behoren toe aan de Koper.
- 13.6.4. De Leverancier doet hierbij afstand van zijn recht op het auteurschap met betrekking tot de resultaten, tenzij anders overeengekomen in het individuele geval.
- 13.6.5. De Leverancier verplicht zich om ervoor te zorgen dat de uitvindingen of ideeën die ontstaan tijdens de uitvoering van de diensten zonder verdere kosten worden overgedragen aan de Koper.
- 13.6.6. Deze overdracht en verlening van rechten volgens deze Clausule 13.6 wordt geacht volledig gecompenseerd te zijn bij betaling van de overeengekomen vergoeding voor de respectieve diensten.
- 13.6.7. De Resultaten zijn vertrouwelijk conform Artikel 8.
- 13.6.8. Clausule 9 blijft onaangetast door het voorgaande.
- 13.7. Overdracht en aanvaarding van de diensten
- Voor zover wettelijk of contractueel in een opleveringsinspectie van de diensten is voorzien, stelt de Leverancier de dienst op het overeengekomen tijdstip of tijdig voor de beoogde datum van de opleveringsinspectie aan de Koper ter beschikking voor de opleveringsinspectie. De Koper verklaart schriftelijk dat hij de dienst aanvaardt voor zover deze voldoet aan de overeengekomen vereisten. Voor zover in een individueel geval een opleveringsinspectie van gedeeltelijke diensten is overeengekomen, houdt de goedkeuring of oplevering van gedeeltelijke diensten pas aanvaarding van de volledige diensten door de Koper in na de verklaring van algehele aanvaarding dat de volledige gedeeltelijke diensten in overeenstemming met het contract met elkaar samenwerken.
- 13.8. Rechten in het geval van gebrekkige prestaties
- In geval van gebrekkige prestaties kan de Koper aanspraak maken op de wettelijke rechten.
- 13.9. Gedrag op het terrein van de Koper
- De Leverancier zorgt ervoor dat het door hem ingezette personeel alle richtlijnen van de Koper volgt bij het werken op het bedrijfsterrein van de Koper, in het bijzonder alle richtlijnen van de Koper voor het handhaven van orde en veiligheid en voor brandpreventie, en dat hij zich onderwerpt aan de gebruikelijke controleprocedures en in alle andere opzichten alle relevante wettelijke bepalingen naleeft, in het bijzonder die met betrekking tot gezondheid en veiligheid op het werk en milieubescherming. Indien de Leverancier meerdere werknemers inzet op het bedrijfsterrein voor de uitvoering van de diensten, geeft de

Algemene aankoopvoorwaarden

Leverancier aan de Koper de naam door van een contactpersoon met de nodige bevoegdheid om richtlijnen te geven en toezicht te houden; elke wijziging van deze persoon wordt aan de Koper meegedeeld. Bovendien is het Veiligheidshandboek voor Aannemers van de Vaillant Groep van toepassing.

13.10 IT-beveiliging, gegevensbescherming

13.10.1. De Leverancier zal passende maatregelen nemen voor de opslag van gegevens en voor de bescherming van zijn IT-systemen tegen software met schadelijke functies (virussen) en ongeoorloofde toegang door derden, om de van de Koper ontvangen informatie en de daarvoor gegenereerde Resultaten redelijkerwijs te beschermen tegen verlies, wijziging, doorgifte of toegang door ongeoorloofde derden. Indien er aanwijzingen zijn dat een derde zonder toestemming toegang heeft proberen te verkrijgen of daadwerkelijk toegang heeft verkregen tot de IT-systemen van de Koper, zal de Leverancier de Koper hiervan onmiddellijk op de hoogte stellen en de Koper in redelijke mate assisteren bij de maatregelen die nodig zijn om deze toegang op te heffen en te voorkomen.

13.10.2. Voor zover de Leverancier diensten uitvoert op het terrein van de Koper of toegang heeft tot de IT-systemen van de Koper, is ook de folder IT-en informatieveiligheid in de Vaillant Groep voor externe dienstverleners van toepassing.

13.10.3. Voor zover de Leverancier in het kader van de dienstverlening toegang heeft tot persoonsgegevens, dient de Leverancier de wettelijke bepalingen met betrekking tot de bescherming van persoonsgegevens en de persoonlijke levenssfeer na te leven en de Koper in staat te stellen zich op de hoogte te stellen van de naleving van deze bepalingen. De Leverancier verplicht zijn werknemers en freelancers schriftelijk tot naleving van de voorschriften inzake gegevensbescherming.

13.11 Recht op beëindiging

13.11.1. De Koper kan de opdracht te allen tijde zonder opgave van redenen geheel of gedeeltelijk beëindigen. In geval van een dergelijke beëindiging betaalt de Koper voor de diensten die aantoonbaar zijn verricht tot de effectieve datum van beëindiging, ten belope van het overeenkomstige deel van de overeengekomen totale vergoeding, en vergoedt alle verdere kosten die aantoonbaar zijn gemaakt en rechtstreeks voortvloeien uit de opdracht. De vordering tot betaling is echter in ieder geval qua hoogte beperkt tot de overeengekomen totale vergoeding. De Leverancier is niet gerechtigd tot verdere aanspraken op nakoming of schadevergoeding wegens deze beëindiging.

13.11.2. Indien de Koper gebruik maakt van een recht op beëindiging dat hem contractueel of wettelijk toekomt wegens een tekortkoming in de nakoming van het contract door de Leverancier, worden de tot dan toe uitgevoerde diensten slechts tegen de contractueel overeengekomen vergoeding gefactureerd voor zover zij door de Koper op de beoogde wijze kunnen worden gebruikt. Schade waarvoor de Koper schadeloos moet worden gesteld, wordt bij de facturering in aanmerking genomen.

14 **Aanvullende bepalingen**

Voor zover de bepalingen van deze Algemene Aankoopvoorwaarden bepaalde zaken niet regelen, zijn de betreffende wettelijke bepalingen van toepassing.

15 **Slotbepalingen**

15.1 De plaats van uitvoering van leveringen en diensten is de door de Koper opgegeven plaats van ontvangst. De plaats van uitvoering van betalingen is de maatschappelijke zetel van de Koper.

15.2 Indien een bepaling van deze Algemene Aankoopvoorwaarden of van aanvullende overeenkomsten ongeldig is of wordt, blijven de overige bepalingen onverminderd van kracht. De partijen zullen een bepaling ter vervanging van de ongeldige bepaling overeenkomen die de economische bedoeling van de ongeldige bepaling zo dicht mogelijk benadert.

15.3 Het niet uitoefenen of afdwingen door een Partij van een van haar rechten onder deze voorwaarden zal niet worden beschouwd als een verklaring van afstand van een dergelijk recht en zal niet zodanig werken dat de uitoefening of afdwinging ervan wordt geblokkeerd. Elke verklaring van afstand door een Partij van enig recht onder deze Overeenkomst moet schriftelijk worden gedaan door elke Partij.

15.4 Niets in deze Algemene Aankoopvoorwaarden mag zo worden uitgelegd dat een van de partijen een agent, werknemer, franchisenemer, joint venture of wettelijke vertegenwoordiger van de andere partij wordt.

Februari 2024

15.5 De wetten van België zijn van toepassing met uitsluiting van de bepalingen van conflictenrecht en het Verdrag der Verenigde Naties inzake internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken (CISG).

15.6 De rechtbank voor alle geschillen die voortvloeien uit of verband houden met contractuele relaties op basis van deze Algemene Aankoopvoorwaarden is de maatschappelijke zetel van de Koper. De Koper heeft verder het recht om naar keuze van de Koper gerechtelijke stappen tegen de Leverancier te ondernemen bij een rechtbank in de buurt van de vestiging of het filiaal van de Leverancier of bij een rechtbank in de buurt van de plaats van uitvoering.

15.7 De Engelse en Franse versie van deze Algemene Aankoopvoorwaarden dienen slechts voor het gemak. In geval van tegenstrijdigheden prevaleert de Nederlandse versie.

General Purchasing Terms

1 Scope

- 1.1 Orders by Vaillant Group Belgium NV, having its place of business at Golden Hopestraat 15, 1620 Drogenbos, Belgium (hereinafter collectively referred to as "Vaillant Group") are placed exclusively on the basis of these General Purchasing Terms. If an affiliated company uses other purchasing terms, then these shall apply. The ordering company of Vaillant Group is hereinafter referred to as the "Purchaser". All purchase orders between the Supplier and the Purchaser shall be governed exclusively by these General Purchase Terms. Other conditions from any other document imposed by the Supplier are expressly excluded, irrespective of the time they are made known to the Purchaser.
- 1.2 These General Purchasing Terms shall also apply to all future business transactions with the Supplier until new General Purchasing Terms become valid.
- 1.3 In case the Purchaser enters into separate supply agreements and/or quality assurance agreements with the Supplier or any other agreements in written form deviating from these General Purchasing Terms, these General Purchasing Terms shall apply subordinately and supplementary to such agreements.

2 Conclusion and Modifications of Contract, Target Quantities

- 2.1 Orders, contracts, and call-offs (Scheduling Agreement Releases) as well as their modifications and amendments must be in written form. Orders and call-offs (Scheduling Agreement Releases) can also be submitted via remote data transmission, fax or electronically via the E-Ordering-Platform operated by Vaillant Group. Orders and call-offs (Scheduling Agreement Releases) are valid without signature, if stated therein.
- 2.2 To become effective, oral agreements after the conclusion of the contract, especially subsequent modifications, and amendments of these General Purchasing Terms – including this Clause – as well as collateral agreements of any kind also require the Purchaser's written confirmation. Clause 2.1 sentences 2 and 3 remain unaffected.
- 2.3 If the Supplier accepts an order or a call-off (Scheduling Agreement Releases), he shall provide the Purchaser with an order confirmation; Clause 2.1 shall apply accordingly. If the Supplier does not accept an order within two weeks from receipt, the Purchaser shall be entitled to revoke such order. Call-offs (Scheduling Agreement Releases) shall be deemed to have been accepted by the Supplier if the Supplier does not object thereto within one week from receipt; deviating agreements shall remain unaffected.
- 2.4 Target quantities stated in order documents by the Purchaser shall be non-binding forecasts of expected requirements for a specific period and shall not establish an obligation to purchase such quantities.

3 Modifications of Products

- 3.1 Modifications of any kind, e. g. deviations of specifications, materials, size, production methods, place of manufacture, transfer of obligation to third parties, require the Purchaser's prior written confirmation. In case the Supplier makes modifications without the Purchaser's prior written confirmation the Purchaser is entitled to withdraw from the contract or order and to demand compensation for all damages resulting thereof.

4 Pricing, Payment Terms, Transfer of Risk, Set off

- 4.1 The price indicated in the order shall be binding. Unless otherwise agreed upon in writing, the prices are to be considered delivered duty paid (DDP – Delivery Duty Paid, ICC Incoterms® 2020) at the Purchaser's receiving location, including also packaging and incidental costs.
- 4.2 Unless otherwise explicitly agreed, the invoice shall be paid within fourteen (14) days by deducting a 3% cash discount or within sixty (60) days without deduction, as of receipt of a correct and verifiable invoice. In particular the full order number has to be included in the invoice. In the event Purchaser disputes all or part of an invoice within the payment due date, Purchaser shall send a written notice to Supplier specifying the reasons for its refusal to pay. Purchaser shall have no obligation to pay any disputed amount until such dispute is resolved between the Parties; in that case, Supplier shall correct the invoice and submit it to Purchaser for payment in accordance with this article.

- 4.3 The Supplier is responsible for the safety of the goods until the goods are accepted by the Purchaser or the Purchaser's local representative to whom the goods must be delivered in accordance with the contract.
- 4.4 The Purchaser has the right to set off all claims of the Purchaser or of any other company of Vaillant Group against all Supplier's claims against the Purchaser. On request, the Purchaser shall name each company covered by this Clause.
- 4.5 The rights of ownership are automatically transferred to the Purchaser after delivery. If the Purchaser has paid part of the price or the entire price before delivery the rights of ownership will be transferred immediately after payment.
- 4.6 A supplied good can never be submitted to any type of retention of title (simple, prolonged, extensive) from the Supplier. A supplied good can never serve as a certainty for any outstanding claims from the Supplier against third parties.

5 Delivery, Delay in Delivery, Packaging

- 5.1 Delivery periods and delivery dates stated in the order shall be binding. The Supplier shall be obliged to give the Purchaser prompt written notification if circumstances indicating that the agreed delivery period cannot be met occur or become apparent. Observance of the delivery date or the delivery period shall be determined by the time of receipt of the goods at the Purchaser's plant resp. at the place of delivery specified by the Purchaser.
- 5.2 In the event of delay in delivery, the Purchaser shall be entitled to full statutory rights. In the event of delay in delivery the Purchaser shall be entitled to claim a contractual penalty in the amount of 0.5% of the value of the delivery/performance in delay for every full week, however not more than 10% of the total order value. The contractual penalty shall be credited against the total claim for damages caused by delay in delivery.
- 5.3 The unconditional acceptance of a delayed delivery or service does not constitute a waiver of claims to which the Purchaser is entitled due to the delayed delivery or service.
- 5.4 The Supplier shall be obliged to exactly quote the Purchaser's purchase order number on all dispatch documents and delivery notes. If it fails to do so, the Purchaser shall not be held responsible for delays in processing.
- 5.5 Partial deliveries are precluded as a rule unless the Purchaser expressly accepts them.
- 5.6 When delivering the goods, the Supplier shall comply with the requirements (regarding packaging and labelling of goods, shipping documents, etc.) described in Vaillant Group's Supplier Logistics Handbook. The Supplier Logistics Handbook will be provided to the Supplier on request and is available for download at www.vaillant-group.com (under Purchasing/ Purchasing Terms).
- 5.7 If the Supplier is responsible for set-up or installation, and unless otherwise agreed upon, the Supplier shall assume all required incidental costs such as travel expenses, availability of tools as well as daily allowances.

6 Receiving Inspection, Claims based on Defects

- 6.1 The Purchaser shall only inspect the delivered goods without delay as of its receipt, whether they correspond to the ordered quantity and type and whether there is an externally visible damage. The inspection regarding compliance with the ordered quantity and type shall be made at least based on the shipping documents. Any further defects as may not be discernible within the frame of the performance of the inspection are deemed to be hidden defects. A notification of defect shall be deemed to be within due time if it is sent to the Supplier within a period of two weeks from receipt of the goods or, in the case of hidden defects, from discovery. The Purchaser shall have no further obligations regarding inspections of goods and notifications of defect.
- 6.2 The legal stipulations regarding defect of quality and defect of title shall apply unless other provisions are provided below.
- 6.3 Unless otherwise agreed, the limitation period in respect of defects shall be three (3) years and starts with the delivery of the goods (Transfer of Risk). Longer statutory limitation periods remain unaffected.
- 6.4 In principle, the Purchaser shall be entitled to choose the type of fulfilment measure. The Supplier may refuse the type of supplementary

General Purchasing Terms

- performance the Purchaser selected if it is only possible at disproportionate expense.
- 6.5 The Supplier is obliged to pay the Purchaser a lump-sum reimbursement of expenses of EUR 50.00 for every justified complaint. The Purchaser's right to claim further expenses remains unaffected. The Supplier has the right to prove that expenses have either not occurred or are substantially less than the lump-sum.
- 6.6 In the event the Supplier does not immediately begin with the correction of the defect after the Purchaser's request to correct the defect, in urgent cases, especially to ward off imminent risks or to prevent major damage, the Purchaser is entitled to undertake such correction itself or have it undertaken by a third party at the expense of the Supplier.
- 6.7 The Supplier warrants that no third-party rights are infringed both in the country of destination as well as in the European Union in connection with its delivery. If the Purchaser informs the Supplier prior to the order that the delivery item is intended for another or further countries of destination, the warranty of title shall also extend to these countries. In case of an infringement of third-party rights, the Supplier shall indemnify the Purchaser and other companies of Vaillant Group from such third-party claims on first written request. The obligation of indemnification shall apply to all damages and necessary expenses that the Purchaser and, if applicable, other companies of Vaillant Group incur from or in connection with such third-party claims. The above shall not apply in case the Supplier is not responsible for the defect of title.
- 6.8 If the Supplier performs its obligation to effect supplementary performance by supplying a substitute product, the statute of limitations of the goods delivered in substitution shall start to run anew after delivery thereof unless, when effecting the supplementary performance, the Supplier explicitly and appropriately made the reservation that the substitute delivery was effected purely as good will, to avoid disputes or in the interests of continuation of the delivery relationship.
- 6.9 Should the Purchaser and/or other companies of Vaillant Group incur expenses because of defective supplies or services, in particular transportation, labour costs, costs of material, costs of installation and removal or costs of incoming goods inspection exceeding the extent stipulated in Clause 6.1, such costs shall be borne by the Supplier.
- 6.10 In case the defective delivery causes rework and/or sorting expenditure at the Purchaser and/or at another company of Vaillant Group, the Supplier shall be obliged to pay a lump-sum reimbursement of expenses of EUR 50.00 per employee and full person-hour. The right to claim further expenses remain unaffected. The Supplier has the right to prove that expenses have either not occurred or are substantially less than the lump-sum.
- 6.11 In case the defective delivery causes a production shutdown at the Purchaser and/or at another company of Vaillant Group of more than one hour, the Supplier shall be obliged to pay a lump-sum damage of EUR 100.00 per employee and full person-hour regarding the production area that is affected by the production shutdown. This shall not apply in case the Supplier is not responsible for the defective delivery. The right to claim further damages remains unaffected. The Supplier has the right to prove that expenses have either not occurred or are substantially less than the lump-sum.
- 6.12 In case the defective delivery requires that a customer service is performed at the Vaillant Group product at the final customer, the Supplier shall be obliged to reimburse the customer service costs incurred thereby to the Purchaser and/or to other companies of Vaillant Group. To the extent provided by law, this shall not apply, if the Supplier is not responsible for the defective delivery. Unless otherwise is agreed in writing, the labour and travel costs resulting from a customer service will be calculated per customer service as a lump sum as follows: EUR 200.00 for customer services in the countries Denmark, Germany, Netherlands, Switzerland, EUR 120.00 for customer services in the countries Austria, Belgium, France, Great Britain, and EUR 50.00 in all other countries. The right to claim further customer service costs remains unaffected. The Supplier has the right to prove that customer service costs have either not occurred or are substantially less than the lump-sum.
- 6.13 Deliveries have to be made in accordance with the Directive 2011/65/EU ("RoHS") regarding the restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment as well as in accordance with Art. 59 (1) and Art. 33 of Regulation (EC) No. 1907/2006 ("REACH").
- 7 Product Liability, Indemnification, Insurance Cover**
- 7.1 In the event a product liability claim is asserted against the Purchaser and/or other companies of Vaillant Group, the Supplier agrees to indemnify the Purchaser and/or other companies of Vaillant Group from such claims at first request if the damage was caused by a defect of the supply or service and to the extent that the cause of the fault lies within the Supplier's sphere of control and/or organisation and the Supplier is liable itself in relation to third parties. Where the cause of damage falls within the Supplier's area of responsibility, the Supplier shall have the burden of proof in this respect.
- 7.2 Within the scope of its liability for cases of damage within the meaning of Clause 7.1, the Supplier shall also be obliged to reimburse all expenses that arise from or in connection with any recall campaign undertaken by the Purchaser and/or other companies of Vaillant Group. In so far as possible and reasonable, the Purchaser shall inform the Supplier of the subject-matter and scope of the recall measures to be taken and shall give the Supplier the opportunity to comment. Other statutory claims shall remain unaffected.
- 7.3 The Supplier shall keep in effect a liability insurance (business and/or product liability insurance) with a lump-sum insured of at least EUR 10 million per claim for personal injury, property damage and financial loss – as a lump sum – and shall on the Purchaser's request prove the existence of such insurance cover. Further claims for damages of the Purchaser shall remain unaffected.
- 7.4 Other or further statutory claims remain unaffected.
- 8 Documentation, Confidentiality, Rights of Use**
- 8.1 The Supplier shall keep confidential all business or technical information made accessible by Vaillant Group (including features which might be learned from objects, documents or software submitted and any other information or experiences) towards third parties, as long as and to the extent they are not public knowledge, and may only be made available in the Supplier's premises to persons who need to make use of the information for the purpose of supplying to Vaillant Group and who must also be required to maintain confidentiality; the information remains Vaillant Group's exclusive property. Without Vaillant Group's prior written approval, such information – except for deliveries to Vaillant Group – may not be duplicated or exploited commercially. Prototypes, objects, or software which the Supplier receives from Vaillant Group may not be reverse engineered, dismantled or decompiled. At Vaillant Group's request, all information originating from Vaillant Group (including any copies or recordings made, if applicable) and loaned items must be immediately returned to Vaillant Group completely or proved to be destroyed.
- 8.2 Vaillant Group reserves all rights to such information and objects (including copyrights and the right to file for industrial property rights such as patents, utility models, marks etc.). Any use by the Supplier shall be permissible exclusively in accordance with the conditions of Clause 8.1. In the event these are provided to Vaillant Group by third parties, this reservation of rights also applies to these third parties.
- 8.3 Products built based on documentation such as drawings, product specifications, models and the like drafted by Vaillant Group or by third parties for Vaillant Group or based on Vaillant Group's confidential information or Vaillant Group's tools or tools modelled on Vaillant Group's tools shall neither be used by the Supplier himself nor be offered or supplied to third parties.
- 8.4 The Supplier shall not refer the business relationship to the Purchaser in advertisements or other documents without the Purchaser's prior written approval.
- 8.5 The Supplier shall grant to Vaillant Group a non-exclusive, cost-free, indefinite, transferable, sub-licensable, irrevocable right to use the technical documentation (drawings, specifications, data sheets etc.) of the supplied products as well as the corresponding intellectual property rights and copyrights for the purpose of manufacture (including quality assurance, data-management etc.), use and distribution of the Vaillant Group products. If the documentation has been produced on behalf of Vaillant Group and has been paid for - as the case may be, by the costs of the supplied products or based on a development contract – and/or is based on information provided by Vaillant Group, the Supplier shall at no additional cost grant to Vaillant Group exclusive and unrestricted rights of use and exploitation. This shall not affect other written agreements.

General Purchasing Terms

9 Tools

- 9.1 The Purchaser acquires the ownership of tools or other manufacturing equipment (hereinafter "Tools"), which are manufactured for the Purchaser, automatically and directly with their manufacture. The Purchaser shall be regarded as manufacturer in the sense of the applicable statutory provisions (in particular 3.11 and 3.56 Belgian Civil Code). This shall apply irrespective of whether the Purchaser is designated as manufacturer. In the alternative, if the Supplier should, nevertheless, initially acquire (co-) ownership of the Tools, however, the Supplier herewith transfers (co-) ownership of the Tools in question to the Purchaser. The Supplier shall employ the Tools only for the purposes provided for in the contract and shall store them for the Purchaser. Should a third party be in possession of the Tool(s), the Supplier herewith assigns its claim of surrender vis à vis the third party to the Purchaser; the Purchaser hereby accepts this assignment. The Supplier shall mark the Tools clearly and in a legible and durable manner as the Purchaser's property using the inventory tags provided by the Purchaser. These tags shall contain the tool number, component number and inventory number that will be provided by the Purchaser. On no account may the corresponding marking be removed or changed.
- 9.2 Together with the ownership of the Tools (including the special tools and equipment, e.g., erosion electrodes, sonotrodes, test equipment, calibres, etc.) the Purchaser automatically acquires the ownership of any associated documentation, in particular but not limited to design data, circuit diagrams, drawings, tool clamping plans, information about press tables, etc. This documentation shall be regarded as essential part of the Tools and, as such, cannot be subject to specific rights (art. 3.57 Belgian Civil Code). Insofar as the documentation is protected by copyrights, the Supplier grants to the Purchaser irrevocable, free-of-charge, exclusive and unlimited as to time and territory rights of use. As far as the Purchaser makes available the Tools to the Supplier on a loan basis for the purpose of production of parts to be delivered to the Purchaser, the Supplier will be granted a non-exclusive, non-transferable right to use the documentation for this purpose.
- 9.3 The Purchaser is entitled to demand the surrender of the Tools at any time. In this case the Tools shall be surrendered to the Purchaser upon the Purchaser's first demand without delay in a proper and serviceable condition. The Supplier shall have the Tools ready for collection by the Purchaser not later than three (3) working days after receipt of the corresponding demand. Should the Supplier suspend payments or apply for insolvency proceedings or similar statutory proceedings, or if such proceedings are opened or their opening is rejected due to lack of assets, the Purchaser shall be entitled to immediately take possession of the Tools. The Supplier shall have no right of retention to the Tools.
- 9.4 Apart from that, Clauses 9.1 to 9.3 above apply analogously.

10 Spare Parts

- 10.1 The Supplier shall supply the Purchaser, or any other Vaillant Group company named by the Purchaser, in sufficient quantity, with goods for use as spare parts, as well as with spare parts for the goods delivered by the Supplier. This obligation shall, regardless of the continued existence of a supply agreement and regardless of the reasons for any discontinuation of a supply agreement, exist for a period of fifteen (15) years after serial supply has ended or for a shorter period specified by the Purchaser in writing (hereinafter collectively "Extended Supply Period"), unless it can be proven that it would be objectively unreasonable to expect the Supplier to continue supplying; Sections 10.2 to 10.5 shall remain unaffected.
- 10.2 In due time, however at least six (6) months before the Extended Supply Period expires, the Supplier shall grant the Purchaser the possibility of placing a final order for its all-time demand. The same shall apply, if it becomes apparent to the Supplier during the Extended Supply Period that it will no longer be possible for the Supplier to continue supplying during the Extended Supply Period, and the Supplier is unable to offer the Purchaser other reasonable supply possibilities (e. g. supply of technically equivalent parts of matching quality). The Supplier shall give prompt written notice of any discontinuation of its supply capability during the Extended Supply Period.
- 10.3 Unless agreed otherwise, the Supplier is responsible for the maintenance, procurement of replacement and the storage of the tools required for the manufacture of spare parts; the associated costs are deemed fully compensated with the prices agreed upon for the deliveries of spare parts.
- 10.4 After the Extended Supply Period has ended, the Supplier shall, at the Purchaser's request, hand over technical information and documents necessary for manufacturing the spare parts and grant Vaillant Group

the non-exclusive rights of use necessary for this in respect of any existing industrial property rights (including copyrights and know-how) of the Supplier. These rights of use shall include production by third parties for Vaillant Group. The above shall also apply in the event of any discontinuation of the Supplier's supply capability during serial supply or during the Extended Supply Period. The above services shall be deemed settled by the prices agreed upon for the deliveries of spare parts.

- 10.5 The prices of the spare parts supplied for the goods delivered by the Supplier will be agreed upon in the supply agreement. Unless agreed otherwise, the prices of the goods delivered as spare parts during the term of a supply agreement shall be determined based on the price agreed upon in the supply agreement for the goods delivered as serial parts. The prices agreed upon at the time of the discontinuation of the supply agreement shall continue to apply for a period of three (3) years, unless otherwise is agreed upon. After expiration of this period new price agreements will be made every year at the latest by end of August. Unless agreed otherwise, such new price agreements shall be valid for a period of twelve (12) months starting on the 1st of January of the following year.
- 11 Declaration about the Origin of delivered Goods, Export Control**
- 11.1 At the Purchaser's request the Supplier shall provide the Purchaser free of charge with a Supplier's declaration, or any other documents required by the customs administration or any other authority.
- 11.2 The Supplier shall comply with all requirements of the applicable national and international foreign trade laws. The Supplier shall ensure that the supplied goods are not listed in Annex I of Regulation (EU) No. 2021/821 (Dual-Use-Regulation) and comply with other applicable export laws and regulations.
- 11.3 The Supplier is obliged to provide the Purchaser with the necessary documents for the import of the Products (e. g. certificates of origin for products to be imported and their preliminary products). The Supplier is further obliged to deliver to the Purchaser only Products that are not of Russian origin and do not contain any Russian iron and/or steel products.
- If the Supplier breaches any of the obligations set out in this Clause 11, (i) the Purchaser shall be released from any existing obligations to accept Products, and (ii) the Purchaser shall have the right to withdraw from the contract concluded. In addition, the Supplier shall reimburse all expenses and damages incurred by the Purchaser as a result of a breach of the obligations set out in this Clause 11, unless the Supplier is not responsible for the breach of duty.

12 Quality Assurance, Social Accountability, Protection of the Environment

- 12.1 To ensure the quality of its deliveries, the Supplier will establish and maintain a quality management system that shall be at least equivalent to the requirements of DIN ISO 9001. The Supplier will manufacture and test its products in accordance with the rules of this quality management system. In addition, the Supplier shall comply with the requirements described in Vaillant Group's Supplier Quality Guideline. The Supplier Quality Guideline will be provided to the Supplier on request and is available for download at www.vaillant-group.com (under Purchasing/Purchasing Terms). Vaillant Group is entitled, after prior agreement on the date, to verify the compliance of both the quality management system and the Supplier Quality Guideline within the scope of a quality audit at the Supplier.
- 12.2 The Supplier must comply with the respective statutory provisions governing the treatment of employees, environmental protection and health and safety and to work continuously to minimise the adverse effects of its activities on people and the environment. To this end, the Supplier shall set up and further develop a management system in accordance with ISO 14001 and ISO 45001 within the scope of its operational possibilities. Furthermore, the Supplier shall comply with the human rights and environmental requirements stipulated in the Vaillant Group's Human Rights Policy Statement and Supplier Code of Conduct, address them appropriately along its supply chain and monitor compliance along its supply chain using appropriate control mechanisms. The Vaillant Group's Human Rights Policy Statement and Supplier Code of Conduct will be made available to the Supplier on request and can be downloaded from the Internet at www.vaillant-group.com (section: Our Company – Purchasing and News & Stories – Media & Downloads). The Supplier shall comply in an appropriate manner with the requirements of the German Act on Corporate Due

General Purchasing Terms

Diligence Obligations in Supply Chains, where applicable, and the principles of the UN Global Compact Initiative. These relate in particular to the protection of international human rights, the right to collective bargaining, the abolition of forced labour and child labour, the elimination of discrimination, health and safety in the workplace, appropriate wages, responsibility for the environment, the ban on the production and use of mercury and persistent organic pollutants, the proper treatment of waste and the prevention of corruption. The Vaillant Group is authorised to request compliance with the above requirements from the Supplier itself or through an authorised third party by means of self-disclosure and, after prior agreement of a date, to inspect the supplier as part of an audit.

13 Supplementary Provisions for Contracts for Work and Service Contracts

13.1 Cooperation

13.2 Unless agreed otherwise, the Supplier will receive from the Purchaser, in the agreed data format, all information, documents and data available to the Purchaser (hereinafter collectively "Information") which the Purchaser considers necessary for the provision of the services, unless these are not otherwise available to the Supplier. If and to the extent the Supplier does consider the Information to be not sufficient or unclear, he shall advise the Purchaser to this effect immediately in text form.

13.3 Deployment of Employees

13.3.1 The Supplier shall render the contractual services exclusively by means of employees sufficiently qualified for the respective services. In the case of foreign employees, the Supplier shall, at the Purchaser's request, prove the existence of a work permit, if necessary.

13.3.2 Insofar as the deployment of specific employees is agreed upon for the rendering of the contractual services, any exchange of employees by the Supplier shall require the Purchaser's prior consent, which the Purchaser shall not unreasonably refuse. In any event, the employee newly deployed shall have at least the same level of qualification as the employee exchanged; Clause 13.2.1 shall remain unaffected. Any extra expenditure incurred upon the Supplier because of induction training of the new employee shall not be borne by the Purchaser.

13.3.3 The Purchaser shall be entitled to demand that employees deployed be exchanged, if the Purchaser has justified doubts about whether the employees deployed are suitable for the rendering of the services owed and/or capable of rendering the services owed and/or about whether the employees deployed are personally reliable.

13.4 Remuneration

13.4.1 If a fixed price has been agreed upon, all services, expenditure and costs of the Supplier shall be deemed covered by this fixed price, except where otherwise expressly agreed upon.

13.4.2 If time and material-based remuneration has been agreed upon, the remuneration shall be based on hourly rates. Time spent that is invoiced based on hourly rates must be recorded and billed to the exact of at least half of an hour and by providing a comprehensible activity report. All other costs and expenditure of the Supplier shall be deemed covered in full of the agreed remuneration.

13.4.3 Insofar as billing is based on a daily rate, it shall be deemed agreed that one working day comprises at least eight (8) hours. If the working time comprises less than eight hours, the accrued hours shall be billed with 1/8 of the daily rate. Clause 13.3.2, 3rd sentence applies accordingly.

13.4.4 Travelling times shall only be remunerated as working time if these have been used for the provision of the services.

13.4.5 The Supplier shall not be entitled to any additional remuneration for any out-of-hours (evening or night) work or for Saturday, Sunday, or public holiday work, unless the execution of work out of hours or on a Saturday, Sunday, or public holiday as well as the additional remuneration resulting thereof has been expressly agreed upon in advance with the Purchaser in the individual case.

13.4.6 Unless agreed otherwise, travel and accommodation costs shall be reimbursed to the Supplier only if employees of the Supplier are performing journeys for the purpose of executing the agreed services and if the Purchaser has given its prior consent in text form to pay the related travel costs. The Supplier hereby undertakes to make use of special terms granted to Vaillant Group (air travel, rail travel, hire car, taxi, hotel), insofar as possible and existent. Unless agreed otherwise, travel and accommodation costs shall be reimbursed only upon presentation of the relevant receipts, as follows:

Rail: 2nd class

Air: economy Class,

Hire car: only vehicles up to the medium class (including navigation and winter tires, if necessary)

Travelling by private car: kilometre allowance in accordance with tax authority guidelines

Accommodation in hotels up to the medium category (i. e. up to three stars)

The most suitable and cost-effective form of transport will be chosen, considering the urgency of the matter.

13.4.7. Other costs and expenses of the Supplier shall be reimbursed only if and insofar as these have been agreed upon in advance and meet the agreed requirements in respect of their cost-effectiveness. Costs and expenses shall be billed without any surcharge. For invoicing, copies of all receipts for the costs to be billed shall be submitted with the respective invoice. The Purchaser may at any time demand that the original receipts be submitted.

13.4.8. The Supplier shall invoice all services properly and in compliance with the applicable tax regulations, plus any applicable value-added tax at the statutory rate.

13.4.9. The Supplier declares that it has no tax and/or social and/or wage debts, so that the Purchaser cannot be jointly and severally liable for any tax debts and/or for any social debts and/or for any wage debts, nor can an administrative fine be imposed on it.

13.5 Change Request

13.5.1. The Purchaser may amend the requirements for the agreed services and other contractual conditions according to the following Change Request process.

13.5.2. The Purchaser will notify the Supplier in writing or text form of its request to change and/or supplement the contract ("Change Request").

13.5.3. If the Change Request should affect the agreed time schedule, the remuneration and/or other contractual conditions, the Supplier shall no later than seven working days after receipt of the Change Request notify the Purchaser thereof in text form and shall submit an offer for the implementation of the Change Request. If the Change Request should result in changes to the agreed time schedule or remuneration, such changes shall be calculated based on the original calculation basis. The Supplier is not obliged to submit an offer, if an implementation of the Change Request is unreasonably to be expected from the Supplier; the Supplier shall notify the Purchaser thereof, stating the reasons, within the above-mentioned period. In this case the Purchaser is entitled to commission a third party to carry out the modified services or to undertake these by itself.

13.5.4. If the Purchaser accepts the offer in written or text form, the Change Request shall form an integral part of the contract and the contract shall be amended and/or supplemented by the agreed Change Request, e.g. regarding the services to be performed, the schedule and the remuneration. The same shall apply if a notification pursuant to Clause 13.4.3 sentence 1 is not submitted.

13.6 Subcontracting of Third Parties

13.6.1. Unless otherwise agreed, the Supplier shall be entitled to assign its rights and obligations or appoint subcontractors to provide services to the Purchaser only with the Purchaser's prior consent. A declaration of consent shall be made in writing or text-form.

13.6.2. Insofar as the Supplier uses third parties to provide services, the Supplier shall be responsible for the third party's services to the same extent as for its own services. The Supplier shall be liable for any fault of the third party to the same extent as for its own faults. Supplier shall prohibit its own subcontractors from subcontracting any obligations, except as approved by the Purchaser.

13.6.3. The Supplier shall ensure that, in the case of (permitted) subcontracting, it procures the third party's services in its own name and on its own account, and that a contract is only entered into between the Supplier and the third party. The Supplier shall not be entitled to represent the Purchaser or to enter contracts in the Purchaser's name.

13.6.4. Insofar as an individual order provides that the Supplier has to appoint a third party to provide services (hereinafter "third-party services"), and the costs thereof to be reimbursed by the Purchaser, the Supplier shall ensure that the third-party services are procured in such a manner that they are as cost-effective as possible, i. e. with the aim of achieving the best possible cost/benefit ratio, in accordance with the following provisions:

General Purchasing Terms

- a) Third-party services with an expected total order value of up to EUR 5,000 per individual service shall be ordered by the Supplier in such a manner that they are as cost-effective as possible, whereas it is not necessary that a call for tenders for the third-party services is made in each individual case.
- b) Third-party services with an expected total order value of more than EUR 5,000 per individual service shall be put up for tender by the Supplier, i. e. the Supplier shall, in these cases, obtain at least three comparable offers and examine these in terms of their cost-effectiveness. When obtaining offers, the Purchaser's recommendations and directives shall be considered. At the Purchaser's option, the offers shall be obtained either as fixed price offers or with a binding cost estimate. The offers obtained shall be submitted to the Purchaser, for decision-making, together with a proposed decision. The Supplier shall not award a subcontract until the Purchaser has given its prior approval which requires text form.
- 13.6.5. The Supplier shall not be entitled to apply any surcharge (handling fee or the like) to third-party services. The Supplier hereby represents and warrants that, in connection with the award of a subcontract, it shall not cause any services, payments or other benefits of monetary value (including in particular monetary discounts or discounts in kind, media services, bonus payments, kickbacks) to be directly or indirectly promised or granted to itself or others by the third party concerned or by companies or persons associated with the third party concerned. If this obligation is breached, the Purchaser shall be entitled to terminate the contract without prior notice and may claim from the Supplier to surrender any monetary benefits obtained by the Supplier. Further damage claims of the Purchaser shall remain unaffected.
- 13.7 Rights of Use
- 13.7.1. The results of the services rendered (hereinafter the "Results") shall, become the Purchaser's property upon their creation, that is, in the respective state of completion. The Supplier shall hold the Results in safekeeping on behalf of the Purchaser until they are handed over. The Supplier grants to the Purchaser the exclusive, worldwide, transferable, sublicensable and unrestricted right, to modify, to have modified, to use, to have used, to publish, to have published, to distribute, to have distributed, to utilize, to have utilized, to exploit or to have exploited the results in their original form and as extended or modified by the Purchaser. Mandatory legal regulations remain unaffected.
- 13.7.2. If and to the extent the Purchaser and/or a third party, that has a contractual relationship with the Purchaser, requires intellectual property rights (including copyrights and know-how) created or generated by the Supplier before or in course of the performance of the services ("Background IP"), in order to make use of the Results, the Supplier shall grant the Purchaser a perpetual, unrestricted, worldwide, non-exclusive, sublicensable, and transferable right to use such Background IP. Such right of use is also valid for the Purchaser's affiliated companies as well as for contractors of the Purchaser and its affiliated companies.
- 13.7.3. If the Results contain inventions or ideas which are patentable or otherwise eligible for registration, the Purchaser is entitled, at its discretion and in its own name, to apply for such property rights in any countries, to maintain these rights or to abandon them at any time. If necessary, the Supplier shall assist the Purchaser with the application; the Supplier shall refrain from any activity that may impede the application and efficient exploitation of the rights by the Purchaser. The property rights incurred because of such applications belong to the Purchaser.
- 13.7.4. The Supplier hereby waives its right to authorship credit with respect to the results, unless otherwise agreed in the individual case.
- 13.7.5. The Supplier undertakes to ensure that the inventions or ideas arising in the course of the performance of the services are transferred to the Purchaser free of further charge or further cost.
- 13.7.6. This transfer and granting of rights under this Clause 13.6 shall be deemed fully compensated for upon payment of the remuneration agreed upon for the respective services.
- 13.7.7. The Results are subject to confidentiality in accordance with Clause 8.
- 13.7.8. Clause 9 remains unaffected by the foregoing.
- 13.8 Hand-over and Acceptance of the Services
- Insofar as an acceptance inspection of the services is provided by law or by contract, the Supplier shall make the service available to the Purchaser for the acceptance inspection at the agreed point of time or in due time before the envisaged date for the acceptance inspection. The Purchaser shall declare its acceptance in writing or in text form insofar as the respective service rendered meets the agreed requirements. Insofar as an acceptance inspection of partial services is agreed upon in an individual case, the approval or acceptance of partial services shall constitute acceptance of the entire services by the Purchaser only upon the declaration of overall acceptance that the entire partial services interoperate with each other in accordance with the contract.
- 13.9 Rights in the Case of Defective Work Services
- In the case of defective work services, the Purchaser shall be entitled to the statutory rights.
- 13.10 Conduct on the Purchaser's Premises
- The Supplier shall ensure that the personnel deployed by it follows all the Purchaser's directives when working on the Purchaser's premises, in particular all the Purchaser's directives for maintaining order and safety and for fire prevention, and that it submits to the customary control procedures and, in all other respects, complies with all relevant statutory provisions, in particular those relating to health and safety at work and to environmental protection. If the Supplier deploys multiple employees at the company grounds for carrying out the services, the Supplier shall give the Purchaser the name of a contact person with the necessary power to issue directives and to supervise; any change of this person shall be communicated to the Purchaser. Additionally, the Safety Manual for Contractors of Vaillant Group shall apply.
- 13.11 IT-Security, Data Protection
- 13.11.1. The Supplier shall take appropriate measures for storage of data and for protection of its IT systems against software with damaging functions (viruses) and unauthorized access by third parties, to reasonably protect information received from the Purchaser, and the Results generated for the same, against loss, modification, forwarding or access by unauthorized third parties. If there are any indications that a third party has attempted to access, or has actually accessed, the Purchaser's IT systems without authorisation, the Supplier shall promptly inform the Purchaser and, to a reasonable extent, assist the Purchaser with the measures necessary for clearing up and averting such access.
- 13.11.2. Insofar as the Supplier performs services on the premises of the Purchaser or has access to the Purchaser's IT systems the leaflet IT and information safety in Vaillant Group for external service providers shall also apply.
- 13.11.3. Insofar as the Supplier is granted access to personal data in the course of providing the services, the Supplier shall comply with the statutory provisions relating to protection of personal data and data privacy and shall enable the Purchaser to keep itself informed that such provisions are being complied with. The Supplier shall bind its employees and freelance workers in writing to comply with data protection regulations.
- 13.12 Right of Termination
- 13.12.1. The Purchaser may wholly or partly terminate the order at any time without giving reasons. In the event of such termination, the Purchaser shall pay for the services provably rendered up to the effective date of termination, in the sum of the corresponding portion of the agreed total fee, and reimburse any further costs provably incurred and resulting directly from the order. In any event, however, the payment claim shall be limited, in terms of the amount, to the agreed total fee. The Supplier shall not be entitled to any further claims for performance or damage claims on account of such termination.
- 13.12.2. If the Purchaser makes use of a right of termination to which it is entitled by contract or by law on account of a breach of contract by the Supplier, the services carried out until then shall be billed, at the contractually agreed fee, only insofar as they can be used by the Purchaser as intended. Any loss for which the Purchaser is to be compensated shall be considered in the billing.

General Purchasing Terms

14 Supplementary Provisions

Insofar as the provisions of these General Purchasing Terms do not regulate certain matters, the relevant statutory provisions shall apply.

15 Final Provisions

- 15.1 The place of performance for deliveries and services shall be the place of receipt specified by the Purchaser. The place of performance for payments shall be the registered office of the Purchaser.
- 15.2 If any of the provisions of these General Purchasing Terms or of additional agreements should be or become invalid, the remaining provisions shall continue in full force and effect. The parties shall agree upon a provision to replace the invalid provision that reflects as closely as possible the economic intent of the invalid provision.
- 15.3 A failure by a Party to exercise or enforce any of its right under these terms and conditions shall not be deemed to be a waiver of any such right or operate so as to bar its exercise or enforcement. Any waiver by a Party of any right under this Agreement must be given in writing by each Party.
- 15.4 Nothing in these General Purchasing terms shall be construed to make either Party an agent, employee, franchisee, joint venture or legal representative of the other Party.
- 15.5 The laws of Belgium shall apply to the exclusion of its conflict of law provisions and the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods (CISG).
- 15.6 The venue for all disputes arising out of or in connection with contractual relationships based on these General Purchasing Terms shall be the registered office of the Purchaser. The Purchaser further has the right to initiate legal action against the Supplier at a court near the Supplier's place of business or branch or at a court near the place of performance at the Purchaser's discretion.
- 15.7 The English and French version of these General Purchasing Terms shall be for convenience only. In the event of any inconsistencies, the Dutch version shall prevail.